

MOUVEMENTS ET MOUVANCES DE L'IDENTITÉ REGIONALE CARIBÉENNE

Eric Dubesset

ABSTRACT

This paper approaches regional identity in the Caribbean in heuristic terms that imply the paradigms of movement, mobility, flux and diverse influences that are not limited to frame of fixed parameters. Our systemic rationale consists in going beyond the traditional observation of a sedentary space, in order to better our perception of the connexions that join the different units composing the region, and apprehend the spheres of influence or scales of inclusion that range from micro-local to global. The notions of “movement” and “«mouvance»” that we suggest conceptualizing here in order to apprehend our object in a dynamic way, even though linked with a transdisciplinary approach, derive their validity from the inscription in the field of Geopolitics.

Keywords: identity, mobility, area, Caribbean studies, geopolitics, international relations

RESUMEN

Este artículo enfoca la identidad regional en el Caribe en términos heurísticos que suponen los paradigmas de movimiento, movilidad, cambio constante y diversas influencias que no están limitadas a parámetros estructurados o fijos. Nuestro razonamiento sistémico consiste en ir más allá de las observaciones tradicionales de un espacio sedentario, de manera que podamos mejorar nuestra percepción de las conexiones que unen las diferentes unidades integrantes de la región, y percibir las esferas de influencia o escalas de inclusión que oscilan desde lo micro-local hasta lo global. Las nociones de “movimiento” y «mouvance» (esferas de influencia) que sugerimos desde un punto de vista conceptual para que se perciba nuestro objeto en una forma dinámica, a pesar de estar conectadas con un acercamiento transdisciplinario, derivan su validez de la inscripción en el campo de la geopolítica.

Palabras clave: identidad, movilidad, región, Caribe, geopolítica, relaciones internacionales

RÉSUMÉ

Cet article met l'accent sur l'identité régionale dans les Caraïbes au moyen d'une approche heuristique qui implique des paradigmes de

mouvements, de mobilité, de changement constants et d'influences diverses n'étant pas limitées à des paramètres fixes ou structurés. Notre démarche consiste à dépasser des observations traditionnelles de l'espace sédentaire, afin de mieux appréhender les liens entre les différentes composantes de la région ainsi que les sphères d'influences et les échelles d'inclusion qui vont du micro-local au global. Les notions de « mouvement » et de « mouvance » suggérant d'un point de vue conceptuel que notre objet d'étude s'inscrit dans une perspective dynamique, quoique liée à une approche transdisciplinaire, puisent leur validité dans le champ d'investigation géopolitique.

Mots-clés : identité, mobilité, région, Caraïbe, géopolitique, relations internationales

Reçu : 31 janvier 2012 Révision reçue : 14 juin 2013 Accepté : 17 juin 2013

Dans le monde intellectuel et politique caribéen, la définition d'une identité régionale est, de longue date, source de divergences et de controverses. Depuis le recours aux images symboliques de « l'arbre » et du « creuset » par le Cubain José Martí à la fin du 19^{ème} siècle, jusqu'à l'emploi plus récent de celle de « rhizome » empruntée à Gilles Deleuze et à Félix Guattari par le Martiniquais Edouard Glissant, c'est un même combat identitaire qui a été inlassablement mené dans la Caraïbe pendant plus d'un siècle (Lamore 2011:247). Parmi les auteurs d'œuvres fictionnelles les plus connus par le grand public, citons pêle-mêle : Nicolas Guillén, Alejo Carpentier, Carlos Fuentes, Miguel Ángel Asturias, Gabriel García Márquez du côté des hispanophones ; Jacques Stephen Alexis, René Depestre, Frantz Fanon, Saint-John Perse et Patrick Chamoiseau, pour les francophones ; V.S. Naipaul, Derek Walcott, Wilson Harris et Kamau Brathwaite du côté des anglophones. Tous ont envisagé, chacun à leur manière et à la faveur d'un sens aigu de l'anticipation, les enjeux culturels et identitaires de cet espace tropical situé à la confluence de l'Amérique (du Nord, du Centre et du Sud) et de l'Europe (Nigel Bolland 2004).

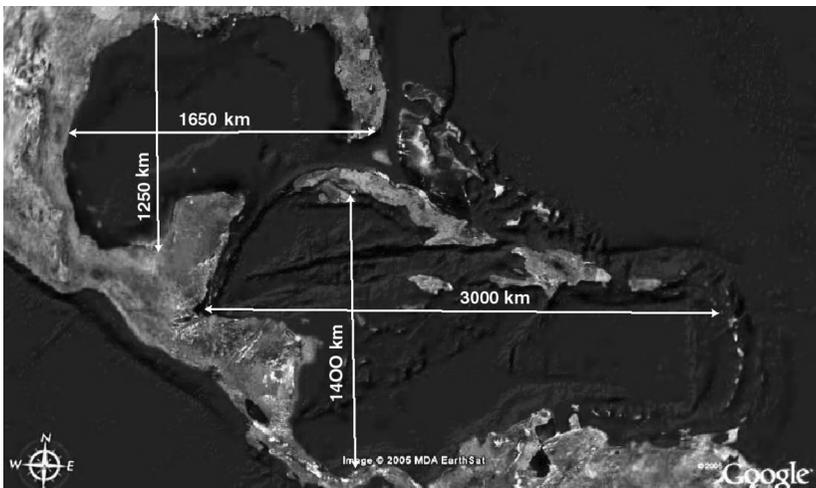
De nombreux théoriciens et personnalités politiques ont également imprimé un élan décisif à cette énigmatique quête identitaire. Parmi eux, les Portoricains Eugenio María de Hostos et Ramón Emeterio Betances, le Jamaïcain Marcus Garvey, le Trinidadien Eric Williams, le Grenadien Theophilus Albert Marrayshow, le Colombien Germán Arciniegas, le Dominicain Juan Bosch, ou encore du côté des Antilles françaises, le Guadeloupéen Rémy Nainsouta et le Martiniquais Aimé Césaire. Depuis les années 1990, le Cubain Joaquin Santana Castillo, le Portoricain Antonio Gaztambide-Géigel et le Trinidadien Norman Girvan ont apporté leurs propres analyses de l'identité caribéenne dans ce qu'elle possède de singularité et de constantes. Pareil questionnement reste posé

aujourd'hui, avec la même acuité, au sein des différentes communautés de chercheurs en Sciences humaines et sociales (SHS) travaillant sur cette portion des Amériques. Une grande majorité d'anthropologues, de sociologues, d'historiens, de géographes, d'économistes ou de politistes reconnaît que cet espace à géométrie variable, résiste solidement à l'épreuve de la définition. Les nombreuses tentatives de théorisation menées, au cours du 20^{ème} siècle, dans des registres fort différents (géostratégie, ethnohistoire, économie, géographie) corroborent cette insoluble aporie (Gaztambide 1996).

1. La problématique identitaire caribéenne

Le principal écueil sur lequel butte toute tentative de théorisation de l'identité caribéenne a trait à la forte hétérogénéité, à la fois culturelle, linguistique, socioéconomique et politique de ce vaste espace protégé. Avec un total de plus de cinq millions de kilomètres carrés occupés, en position centrale, par un complexe de mers et, en périphérie, par près d'une quarantaine d'entités dont les statuts politico-administratifs sont particulièrement marqués, cet ensemble régional grand-caribéen peuplé de quelque 230 millions d'habitants est fondamentalement pluriel. Bien qu'aucune définition ne fasse véritablement l'unanimité et ne parvienne à s'imposer, il est néanmoins plus ou moins admis aujourd'hui que l'espace caribéen *lato sensu* comprend, outre les archipels antillais et bahamiens, les régions côtières appartenant à des pays bordiers de la Mer des Caraïbes (Mexique, Amérique centrale, Colombie, Venezuela), auxquelles il est coutume d'adjoindre le Guyana, le Suriname et la

Fig. 1. Morphométrie de l'espace caribéen (Source : Google Map)



Guyane française. Le front sud des cinq Etats du Sud-Est des Etats-Unis qui ouvrent sur le Golfe du Mexique (Floride, Alabama, Mississipi, Louisiane, Texas) peut aussi légitimement être considéré comme caribéen.

Un second obstacle tient à la différence de perceptions des Caribéens eux-mêmes, et donc à la façon dont l'espace est vécu par ses habitants. Pour Thomas-Hope,¹ les hommes n'évoluent pas dans l'espace tel qu'il est, mais plutôt dans l'espace tel qu'ils le perçoivent et se l'approprient psychologiquement. Dans l'*Atlas de la Caraïbe* qu'il dirige, Romain Cruse a clairement montré à travers des cartes qu'il n'y a pas nécessairement homologie entre les perceptions des Caribéens eux-mêmes. Pour les besoins de son enquête, il a interrogé des étudiants de premier cycle de plusieurs universités de la zone et en a conclu que :

« La Caraïbe telle qu'elle est perçue et vécue de l'intérieur par ces étudiants est avant tout cet arc-archipel, ce « presque-isthme » (Cruse 2009) qui relie en pointillé le Venezuela aux Etats-Unis. Les limites de cette zone sont cependant bien floues. A l'extrême Sud, Trinidad est par exemple assez souvent tenue à l'écart, comme si l'île se rattachait à l'Amérique du Sud avec qui elle partage son histoire géologique. Les deux Guyanes indépendantes (Suriname et Guyana) ainsi que le Belize sont au contraire assez fréquemment rattachés à la Caraïbe perçue. [...] Plus rarement, la frontière de la Caraïbe perçue est étendue jusqu'aux côtes de l'Amérique Centrale, de la Colombie et du Venezuela (la Caraïbe dite continentale). Il est notable que si ces régions sont rarement intégrées par les étudiants extérieurs, les étudiants de Carthagène, sur la côte caribéenne de la Colombie, se considèrent eux comme appartenant à l'espace caribéen. La « Grande Caraïbe » (Caraïbe insulaire, Venezuela, Colombie et Amérique Centrale) n'est visiblement pas encore complètement une construction vécue comme telle».²

Le géographe rajoute que les Guyanes (Guyana, Suriname, Guyane française) sont généralement moins représentées que les îles, mais rarement ignorées surtout quand on se rapproche de ces territoires :

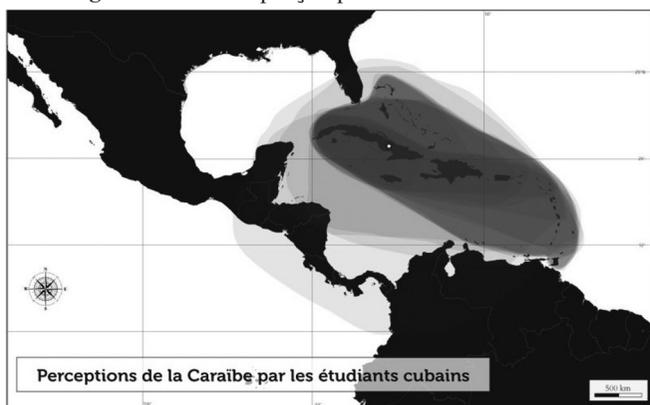
« Ainsi, les étudiants trinidiens incluent beaucoup plus souvent le Guyana et le Suriname. De manière générale, le Guyana – anglophone – est plus rattaché à la Caraïbe que le Suriname – néerlandophone. La Guyane – francophone, plus excentrée et très difficile d'accès - n'est quasiment jamais incluse dans l'espace caribéen tel qu'il est perçu par ces étudiants. Les étudiants cubains – hispanophones – n'incluent tout simplement pas ces espaces éloignés physiquement, linguistiquement et culturellement au sein de « leur » Caraïbe. Ces exemples soulignent l'importance des déterminants linguistiques, culturels et du couple distance/accessibilité».³

L'auteur analyse ensuite la vision des étudiants des Départements français d'Outre-Mer et constate qu'une majorité d'entre eux ne se

considère pas comme des « Caribéens » (Cruse 2011) :

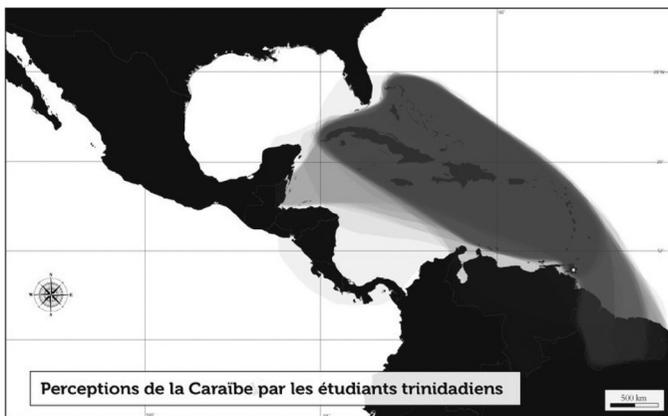
« Ces étudiants semblent conscients du fait que la Caraïbe les enserme. Mais ils lui tournent le dos. Conscients de différer culturellement grandement des Français de « France » (ou de « Métropole »), ils se trouvent tout aussi en porte-à-faux vis à vis du reste de la Caraïbe. Ils sont étrangers aussi bien dans leur environnement national que dans leur environnement régional. Ils ont ainsi récréé une identité particulière qu'ils nomment « Antillaise » et qui est propre à la Martinique et à la Guadeloupe. Les Guyanais ont pour leur part une perception toute particulière, entre France, Caraïbe et Amazonie ».⁴

Fig. 2. La Caraïbe perçue par les étudiants cubains



(Source : Cruse, R. 2011). « Introduction à la Caraïbe perçue », in Cruse & Rhiney, eds., Op.cit.)

Fig. 3. La Caraïbe perçue par les étudiants trinitadiens



(Source : Cruse, R. 2011. Ibidem)

En somme, délinéer l'identité de l'espace caribéen n'est donc assurément pour personne une tâche aisée. Cette incoercible difficulté à l'éluider semble ainsi nous inviter à la repenser, en rejetant tout monisme, et en développant notamment de nouvelles approches transversales, via notamment d'ambitieux programmes de coopération et de recherche transdisciplinaires, interuniversitaires et même internationaux, en phase avec la nouvelle temporalité mondiale.

2. Saisir l'identité régionale caribéenne par les mouvements et les mouvances

« Si vous désirez connaître l'histoire des Caraïbes, interrogez la mer ».

Derek Walcott, Prix Nobel de littérature 1992.

On l'oublie trop souvent, la Caraïbe est d'abord une mer. Pendant longtemps, les scientifiques l'ont décrite avant tout comme un monde terrien discontinu (d'où l'emploi du pluriel, « les Caraïbes »), en reléguant le Golfe du Mexique et la Mer des Caraïbes à un plan secondaire, ou en la saisissant dans ses aspects les plus négatifs (Deprest 2002). Or, c'est précisément de cette réalité géo-historique qui s'étire sur près de 3.500 kilomètres d'est en ouest et sur un peu plus de 2.000 kilomètres du nord au sud qu'il est souhaitable de partir pour saisir la complexité de ce vaste espace naturel et humain en constante évolution. La centralité marine est en effet l'une des clefs de compréhension possible de l'identité de cette aire intertropicale médiane de l'Amérique.

En s'appuyant sur des analogies avec la Méditerranée eurafricaine, l'idée d'une Méditerranée américaine formulée au 19^{ème} siècle par le naturaliste allemand Alexandre de Humboldt et reprise ensuite par Elisée Reclus dans sa *Nouvelle Géographie Universelle* en 1891, tend aujourd'hui à s'imposer dans un double cadre : celui de la mondialisation et de la construction d'ensembles régionaux. Pour Pascal Buléon et Monique Bégot, « *une méditerranée, ce n'est pas seulement une métaphore, c'est un concept de la dynamique de territoires [...]. Une méditerranée, c'est aussi un contact entre des cultures et des niveaux de développement différents. De ce point de vue, la Caraïbe est une méditerranée [...]: le Nord y côtoie le Sud en son intérieur même, et les flux de population, les flux culturels mettent en contact fréquent et élargi la Caraïbe et les pays du Nord* » (Buléon ; Bégot 2006:13).

C'est la raison pour laquelle cet espace maritime et marin doit être nécessairement appréhendé, particulièrement dans le contexte actuel de mondialisation accélérée des échanges, par une approche heuristique (cinétique et systémique) qui pense l'identité régionale en termes de

« mouvements » et de « mouvances », c'est-à-dire de structure relationnelle et de mobilité, donc d'interférences en tous genres. Dépassant l'observation traditionnelle du morcellement irréductible de la zone, en entités étatiques et statiques simplement juxtaposées ou isolées, pareille lecture autorise une appréhension dynamique de l'évolution des connexions entre agrégats ainsi que des emboîtements d'échelle qui vont du micro-local à un espace plus global (Dubesse 2008a).

Certes, l'emploi des notions courantes de « mouvement » et de « mouvance », dont nous proposons ici une cursive conceptualisation pour appréhender cet espace comme un tout, sinon un atout ondoyant, se situe au carrefour de plusieurs disciplines. Néanmoins nous l'inscrivons ici plus particulièrement dans le champ d'investigation de la Science politique et plus particulièrement celui de la Géopolitique. Pour répondre au défi posé par cette quête identitaire, dans un contexte international lui-même changeant, il apparaît nécessaire de renouveler les approches et de privilégier celles qui accordent une priorité à l'interdisciplinarité, voire à la transdisciplinarité (Rosière 2007). De ce point de vue, la démarche géopolitique que le politologue Andrés Serbin⁵ résume comme la combinaison de la géographie avec les Relations internationales, paraît ici la plus réaliste. A l'heure où la Caraïbe s'interroge plus que jamais sur son avenir,⁶ cette option est de nature à donner un sens aux différentes dynamiques réticulaires en cours et à fournir une vision élargie et globale des nouveaux enjeux de pouvoir et de développement. Aussi, pour les besoins de la démonstration, allons-nous caractériser à grands traits, sur cette base méthodologique, dans les rubriques suivantes, la réalité de ces échanges et la prégnance des rapports de pouvoir qui ont façonné, sur le temps long, cette Méditerranée contemporaine.

3. Circulations et échanges

Agencée autour de la mer matricielle qui constitue l'un de ses référents identitaires majeurs, la Caraïbe est une interface travaillée par de foisonnants mouvements qui s'enchevêtrent à la manière d'un *spaghetti bowl*. A l'active géodynamique terrestre, océanique et climatique, s'ajoutent l'intense circulation migratoire et l'entrelacs de flux économiques multidirectionnels qui font de cet espace maritime, à l'échelle des Amériques et du reste du monde, une région à part entière. Nulle part ailleurs sur le continent, on ne trouve un tel lacis de translations et de mobilités. Dans le cadre de la présente étude, il ne s'agit pas de les restituer en totalité. Seuls quelques mouvements parmi les plus saillants seront ici abordés. Nous renvoyons donc le lecteur vers des ouvrages spécialisés, dont plusieurs références figurent dans la bibliographie placée à la fin de cet article.

Remuements géologiques, marins et climatiques

Cette aire de civilisation forgée par la mer est en constant remuement naturel. D'abord, sur le plan géologique et physique, le jeu des plaques tectoniques façonne de longue date les milieux physiques et les reliefs sous-marins. Emergée depuis quelque 130 millions d'années entre les plaques nord-américaine, pacifique et sud-américaine, la plaque caribéenne est ceinturée par deux fosses de subduction contraires que lui impriment un mouvement de surrection ou d'élévation. Les deux arcs insulaires qui l'entourent présentent des indices d'activités sismiques et volcaniques intenses, à telle enseigne que la zone enregistre la plus forte densité au monde avec 128 volcans actifs qui ont donné lieu à 450 éruptions au cours des cinq derniers siècles. Saint-Pierre (Martinique), Mexico, San Salvador, Granada (Nicaragua), Plymouth (Montserrat) ou plus récemment Port-au-Prince (Haïti) portent encore les stigmates de ces ondes telluriques à forte libération d'énergie (Lara O.D. 2000:30).

D'un point de vue océanographique et climatique, le Bassin caribéen est un complexe marin, de type tropical à subtropical. Le Golfe du Mexique et la Mer des Caraïbes (ou des Antilles) qui le structurent sont composés de plusieurs mers intérieures creusées par des fosses sous-marines abyssales (Bartlett, Milwaukee, Porto Rico, Caïmans, etc.). Cette zone naturelle de puissantes confluences fluviales (Amazone, Orénoque, Magdalena, San Juan, Rio Grande, Rio Coco, Rio Motagua, Mobile, Mississipi) est parcourue et façonnée par des courants marins, comme celui de la Floride ou du *Gulf Stream*, dont la vitesse, la circulation et les températures élevées et constantes jouent un rôle déterminant dans le déplacement de dépressions cycloniques (Lara O.D. 1993). Les tempêtes tropicales et les cyclones balaient périodiquement les côtes caribéennes, avec une fréquence croissante au cours des dernières années, par suite notamment du dérèglement climatique. Au cours de la période 1900-2000, sur un total de 709 désastres naturels, 637 ont été produits par des phénomènes de type hydrométéorologique qui ont coûté la vie à 63.000 personnes.

La circulation migratoire

A cette hyperactive géodynamique, s'ajoutent les multiples mouvements de populations qui ont fait de la Caraïbe l'un des tout premiers pôles migratoires mondiaux. Les sociétés préhispaniques des Antilles étaient originaires du continent. Elles se sont fixées dans l'ensemble de l'archipel tout en restant interconnectées. Véritable tissu conjonctif, la mer s'est érigée en puissant élément unificateur concourant à mettre les peuples en rapport les uns avec les autres. La navigation devint alors

un mécanisme de liaison qui contribua à l'établissement des échanges culturels et commerciaux entre les habitants des îles et ceux des autres territoires continentaux adjacents. Facilité par la disposition des terres, par les distances relativement faibles à parcourir entre les îles et par la régularité du climat sur l'ensemble du bassin, le cabotage a permis aux peuples de la mer (Ciboneyes, Guanahatabeyes, Taïnos ou Arawaks, Caraïbes ou Kallinagos, Mayas, Tupi-Guarani et Chibchas) de tisser les premiers liens intra-régionaux, favorisant ainsi l'émergence et le développement de la civilisation aux bord de ses rives (Rodríguez Ramos ; Pagán Jiménez 2006).

L'irruption des colons européens à la fin du 15^{ème} siècle a ouvert un nouveau cycle dans le champ migratoire du Bassin caribéen. Les premiers flux transocéaniques ont été mis au service des stratégies expansionnistes et mercantilistes des empires coloniaux (Audebert 2007:26 et suiv.). Pour exploiter les ressources agricoles des îles et asseoir, au-delà des mers, la puissance de leurs métropoles, les colons espagnols, puis britanniques, français, danois et hollandais n'ont pas hésité à transplanter massivement des populations africaines pour remplacer la main-d'œuvre indigène en voie d'extermination. Durant près de trois cents ans, ce ne sont pas moins de dix millions d'esclaves originaires pour la plupart des côtes d'Afrique de l'Ouest qui ont été ainsi déportés dans le Nouveau Monde, dont la moitié environ dans la Caraïbe (Dubesset 2012b).

Le coup d'arrêt donné à la traite négrière par le Traité de Vienne (1815) a marqué un tournant majeur dans l'évolution de la main-d'œuvre et de son utilisation dans l'ensemble de l'archipel. Pour répondre à la nouvelle donne économique post-esclavagiste, d'importants contingents de travailleurs chinois (environ 150.000), indiens (550.000) et indonésiens (33.000) ont été recrutés sous contrat, au cours du 19^{ème} siècle, avant d'être rejoints, tout au long de la première moitié du siècle suivant, par de nouvelles vagues de migrants originaires du Levant (Syrie, Liban) et d'Europe (Espagne, Portugal, Italie principalement).⁷ Les vicissitudes politiques ont engendré, concomitamment, de multiples déplacements intra-caribéens. Hormis Cuba qui a maintenu l'esclavage jusqu'en 1868, l'acquisition de la liberté par les esclaves des îles voisines a signifié le droit aux déplacements et s'est traduite soudainement par un essor sans précédent des mouvements internes. Entre 1835 et 1846, Trinidad et le Guyana ont ainsi reçu quelque 19.000 immigrants affranchis provenant des Petites Antilles britanniques en quête de terres à acquérir ou à la recherche de travail dans les champs de canne à sucre (Domenach 1986:20).

A partir des années 1880, ces déplacements autonomes ont laissé place à de substantiels flux de migrants. Par suite de la restructuration de l'économie de plantation menée à grands renforts de capitaux nord-

américains investis notamment dans des grands chantiers de Cuba, de Porto Rico, de la République dominicaine ou d'Aruba, d'abondants contingents de main d'œuvre se sont déplacés dans la zone. A Panama, ce sont environ 30.000 migrants originaires des îles et territoires voisins (Jamaïque, Barbade, Sainte-Lucie, Martinique, Venezuela et Colombie principalement) qui, par vagues successives, sont venus travailler à la réalisation de la voie ferrée transisthmique anglo-américaine et à la construction de la ville de Colon (1851-1858), puis au creusement du canal interocéanique (1904-1914) (Calmont 2001:138.).⁸ Au cours des décennies suivantes, d'autres déplacements de travailleurs ont été effectués au sein de la région pour permettre, entre autres, l'exploitation des gisements aurifères des Guyanes et pétrolifères du Venezuela ou pour assurer la plantation et la récolte sucrières de Porto Rico, de la République dominicaine et de Cuba. Dans le premier quart du 20^e siècle, ces trois îles hispanophones des Grandes Antilles ont ainsi accueilli près de 210.000 paysans haïtiens et jamaïcains engagés, pour la plupart, par des compagnies sucrières états-uniennes (Bégot *et al.* 2001:46).

La fin de la Seconde Guerre Mondiale a ouvert une nouvelle ère dans le champ migratoire. Les flux d'immigration transatlantique et intra-caribéenne se sont soudainement inversés au profit de flux d'émigration de masse vers les grandes métropoles européennes et nord-américaines. A l'exception du Venezuela⁹ dont le mouvement de peuplement s'est poursuivi massivement jusqu'à une époque récente,¹⁰ les Etats et territoires caribéens ont enregistré, à partir du milieu de la décennie 1940-1950, un renversement de la tendance migratoire lié au nouveau contexte démographique, économique et politique de l'époque. Allié au manque de diversification des économies - surtout insulaires -, l'effet *push* de l'accroissement naturel de la population caribéenne¹¹ a largement contribué à potentialiser la dynamique des départs vers les pays occidentaux dont l'effort de guerre puis l'impératif de reconstruction post-conflit et l'effervescence économique des Trente Glorieuses exigeaient d'importants compléments de main-d'œuvre.

Dans le même temps, l'établissement de nouveaux cadres politico-institutionnels a été déterminant dans l'orientation géographique des flux migratoires vers les sociétés métropolitaines d'Europe. Le passage du statut de colonie à celui de Département français en 1946, assorti de la création en 1961 du Bureau pour le Développement des Migrations des Départements d'Outre-mer (BUMIDOM),¹² a conféré aux populations originaires de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, l'entière liberté de circulation vers la métropole. C'est ainsi qu'entre 1954 et 1999, l'effectif des Antillais et Guyanais installés dans l'Hexagone a été multiplié par treize, passant de 17.500 à 227.000. De la même façon, les nouveaux liens de dépendance politique caractérisant les statuts des ter-

ritoires caribéens restés, dans les années d'après-guerre, sous l'autorité des couronnes néerlandaise et britannique, ont largement conditionné l'orientation quasi-exclusive des déplacements de leurs ressortissants vers leur Etat d'allégeance respectif. Ce fut le cas notamment des travailleurs originaires de Bonaire, Curaçao ou d'Aruba vers les Pays-Bas ou, dans une moindre mesure, des Barbadiens, Trinidiens et Guyanais vers la Grande-Bretagne. Ce fut pareillement le cas des travailleurs jamaïcains (environ 200.000) qui, entre 1950 et 1962, sont venus participer à la reconstruction des infrastructures de production et de communication britanniques (Audebert 2008).

Depuis les années 1990, la Caraïbe est également devenue un important foyer de circulations intra-caribéennes.¹³ Les asymétries de développement économique au sein de la région et le renforcement des restrictions imposées aux frontières par les pays du premier monde ont entraîné une intensification tendancielle des mobilités intra-régionales, avec une nette prédominance du nombre de départs depuis les pays indépendants les plus pauvres vers les territoires dépendants généralement plus riches (Crusol 2007:130). Cet extraordinaire nœud de flux et d'échanges transversaux sud-sud tend à consacrer le passage du modèle du couple migratoire linéaire et binaire au système circulatoire dynamique et intriqué (Dubesset 2012 b).¹⁴ Faite de multiples va-et-vient, la circulation multidirectionnelle des personnes joue un rôle structurant dans l'articulation culturelle du système régional. En dressant un pont entre les territoires insulaires et les façades caribéennes continentales, elle contribue à la formation d'un sentiment d'appartenance régionale ainsi qu'à l'entame d'une intégration régionale par le bas (Audebert 2011).

La géographie des langues et des cultures illustre l'histoire mouvementée et partagée du champ migratoire. Dans les archipels antillais et bahamien, les parlers amérindiens ont quasiment succombé, dès le début de la colonisation, à la domination d'idiomes européens, tels que l'anglais, le français, le néerlandais et surtout l'espagnol parlé aujourd'hui par vingt-trois millions de locuteurs, soit plus de la moitié des Caribéens insulaires. Longtemps associés au système esclavagiste et à la traite négrière, certains créoles comme le *papiamento* ou le *sranatongo* ont su s'accommoder de ces langues dominantes. C'est particulièrement le cas à Haïti où le *krèyol* est la langue officielle, ou bien encore en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane où le créole jouit du statut de « langue et culture régionales ».

Véritable tour de Babel, à échelle réduite, et lieu de rencontres par excellence, l'« espace utérin »¹⁵ des Amériques s'est donc affirmé comme un bouillonnant creuset linguistique, non moins confessionnel et culturel. Catholicisme, hindouisme, islam, judaïsme, protestantisme et

cultes d'origine africaine sont très tôt parvenus à cohabiter ici et là, voire à fusionner dans une sorte de syncrétisme fécond qui rappelle l'image de l'« *ajiacó* » formulée par le sociologue cubain Fernando Ortiz à propos de l'identité cubaine, ou bien celle de « créolité » chère à Edouard Glissant et à Kamau Brathwaite.¹⁶ Tantôt source de tensions diplomatiques et sociales, tantôt moteur de l'intégration régionale, la circulation des croyances, des idées et des personnes est culturellement féconde. La musique, la littérature, la mythologie¹⁷, la peinture, les arts plastiques, le cinéma, le sport et les autres productions culturelles témoignent clairement de cette collision créatrice et innovante qui fait de la Caraïbe une aire (poly)rythmique (Benítez Rojo 2010:383).

Transferts économiques et flux financiers

Saisie dans une perspective cinétique, l'identité de la Méditerranée américaine s'est également forgée sur fond d'intenses flux économiques, commerciaux et financiers qui ont tissé de puissants liens intra et inter-régionaux. L'instauration précoce de l'économie de plantation et le développement du commerce, non moins que de la contrebande, ont fait le prestige et la richesse de plusieurs villes portuaires comme La Havane, Carthagène (Colombie) ou Veracruz (Mexique) et ont contribué, dans le même temps, à relier la totalité des territoires de la Caraïbe par d'incessantes circulations d'hommes, de marchandises et de capitaux. Plus récemment, ce sont la modernisation et la spécialisation des ports¹⁸ (Freeport, Vieux-Port, Mariel¹⁹, Cienfuegos, Colón), le développement de *hubs* aéroportuaires (Miami²⁰, San Juan), de même que l'abaissement des coûts et des durées de transport qui ont le plus stimulé le commerce extérieur - à hauteur de 600 milliards de dollars annuels -, le fret et le transfert de passagers internationaux (Begot *et al.* 2001:56).

Rapporté à l'aune de la population caribéenne, le trafic maritime est considérable dans la région. Il figure parmi les plus actifs au monde en raison notamment de la proximité de la plus grande économie de la planète. Des centaines de pétroliers et de cargos de marchandises naviguent quotidiennement entre les ports de la Nouvelle-Orléans, de Miami, de Tampa et ceux de Carthagène, de Paramaribo, de San Juan, de Fort-de-France ou de Limón. Mais c'est spécialement dans la zone du Canal de Panama reliant les deux côtes états-uniennes à l'Europe et à l'Asie du Sud-Est que l'import-export de matières premières (hydrocarbures, minéraux) et de produits agricoles (sucre, bananes, café, céréales, etc.) est le plus vigoureux. Chaque année, plus de 14.000 navires transitent par ce chenal dont l'élargissement en cours laisse présager une intensification des circulations, à moins que le projet de construction d'un canal interocéanique au Nicaragua, avec l'appui financier et technique de la

Chine, ne vienne changer la donne actuelle.

La Caraïbe est aussi l'un des premiers pôles touristiques mondiaux dans un marché internationalisé. Chaque année, cette industrie en pleine expansion attire plus de quarante cinq millions de visiteurs, soit 42 % du total continental. L'héliotropisme et les prix attractifs des formules hôtelières tout inclus y contribuent largement. Dans l'intervalle 1995-2005, les flux et les retombées touristiques ont cru respectivement de 44% et 143%, du fait notamment de la forte spécialisation de nombreux territoires insulaires (Îles Caïmans, République dominicaine), ainsi qu'en raison de l'accroissement de la demande nord-américaine (en particulier en matière de croisières). La clientèle états-unienne représente aujourd'hui 75% du total (la canadienne 5%) et se concentre majoritairement dans les stations balnéaires du Mexique (80%), et dans une moindre mesure, de la Jamaïque et des Caïmans mais aussi de l'Amérique centrale. Grâce à sa remarquable stabilité politique et son modèle écotouristique, le Costa Rica est une destination très prisée des vacanciers.

A ces énormes flux économiques que les pays de la zone drainent chaque année, viennent s'additionner les transferts massifs d'épargne effectués, via les canaux officiels ou informels, par les émigrés pour assurer la subsistance de leur famille restée dans le pays d'origine. Dans son ensemble, le bassin caribéen est le réceptacle de plus de 75% du total des *migradollars* des Latino-américains travaillant aux Etats-Unis. Il est aussi un grand récipiendaire d'investissements étrangers directs (IED). En raison notamment de sa proximité géographique, il est la destination privilégiée du stock d'investissements étrangers des entreprises états-uniennes (81%). Les IED jouent un rôle clé dans l'agriculture exportatrice, notamment dans les pays caribéens de l'isthme centraméricain du fait de la présence ancienne de firmes nord-américaines comme *Chiquita* pour la production et la commercialisation bananières. Ils sont également déterminants dans le secteur des services (transports, énergie, hôtellerie, banque, finance) et dans les segments productifs délocalisés comme l'industrie du textile ou de l'électronique qui profitent d'un dispositif d'encouragement (zones franches, *duty free*, *maquilas*) (Carroué ; Collet 2007:246).

Les espaces dérogatoires sont un vecteur clé de la mondialisation financière. Avec 17 paradis fiscaux dont quatorze dans l'archipel, la Caraïbe regroupe environ 40 % du total des centres financiers extraterritoriaux dans le monde. Toutes ces activités jouent un rôle majeur pour les Etats qui bénéficient de juridiction d'exception. Avec 415 banques et quelque 100.000 sociétés financières qui fournissent des prestations plus ou moins opaques, la finance représente 15% du PIB des Bahamas. D'un autre côté, avec à peine 264 km² et 52.000 habitants, les îles Caï-

mans sont devenues le 6^{ème} pôle financier mondial et le deuxième, après les Bermudes, pour les assurances. Grâce à l'immatriculation de près de 8.000 compagnies d'assurance, 305 banques et quelque 75.000 sociétés écrans, le secteur de la finance *offshore* représente 40% du PIB de ces îles anglophones des Grandes Antilles. En 2006, les placements financiers des banques étrangères s'y élevaient à 1.242 milliards de dollars, contre moins de 600 milliards en Suisse ! (Carroué ; Collet 2007:254)

Certains de ces établissements n'ont pas hésité à se spécialiser dans des opérations illégales comme le blanchiment des narcodollars qui transitent par nombre d'Etats et territoires du Bassin. D'une extraordinaire rentabilité, ces transferts illégaux sont organisés par une multitude de réseaux complexes, mais mouvants, composés d'une nébuleuse d'acteurs institutionnels et privés. Plusieurs grands faisceaux disposant de relais logistiques et financiers structurent le marché caribéen. Celui de l'ouest passe par l'Amérique centrale en utilisant la transaméricaine ; celui de la Colombie au sud contrôle la production et la vente en gros ; celui du Mexique au nord, qui assure le passage du Rio Bravo et une partie de la distribution ; enfin celui des Antilles qui alimente les marchés nord-américains et européens notamment. Le Bureau National des Narcotiques estime que les deux tiers des narco-Etats identifiés au sud des Etats-Unis se situent dans le Bassin caribéen, soit une dizaine au total. Leurs retombées économiques sont colossales. 10 à 15% du PIB de la zone dépendraient de ce trafic. Mais son poids est autrement plus important en Colombie et au Mexique, ainsi que dans certaines petites îles où il peut atteindre 50% du PIB ! (Carroué *et al.* 2007:255)

4. Changements politiques et stratégiques

Il va de soi que l'identité régionale caribéenne ne se lit pas exclusivement à travers le seul prisme de la cinématique de l'espace (naturel et humain). Aussi essentiels soient-ils, les mouvements géographiques *lato sensu* ne peuvent guère rendre compte isolément de cette dynamique complexe. Son intelligibilité exige nécessairement, sur la longue durée, un décryptage complémentaire des mouvances politiques et géopolitiques, c'est-à-dire des changements de rapports de forces et des enjeux de pouvoirs internationaux qui ont structuré ce « pivot stratégique des Amériques »²¹, depuis l'irruption des premiers Européens à la fin du 15^{ème} siècle jusqu'à la réélection présidentielle de Barack Obama en 2012.

Glissement sémantique et domination

L'évolution sémantique du toponyme *Caraïbe* constitue un premier symptôme des erratiques enjeux de pouvoirs que le périmètre qu'il

désigne a successivement cristallisé au cours des époques.²² Combinant deux termes du Tupi-guarani, à savoir *carai* (homme) et *be* (puissant), ce qualificatif a changé de sens à plusieurs reprises, tout en restant employé invariablement dans un registre dichotomique. D'après l'historiographie traditionnelle, sa naissance remonterait originellement à la représentation dépréciative des Indiens *Táinos* (Arawaks) des Grandes Antilles à l'endroit de leurs ennemis irréductibles des Petites Antilles, les *Caraïbes* (Kallinagos) considérés comme belliqueux et anthropophages. Dès le début du 17^{ème} siècle, des colons anglophones l'auraient ensuite progressivement employé, dans un champ non plus seulement anthropologique mais aussi géographique, pour désigner la Mer des Antilles (*Caribbean Sea*). Il sera ensuite repris, dans les années 1770, pour se référer aux îles environnantes âprement disputées à la France.

Mais ce n'est véritablement qu'à la fin du siècle suivant et au début du 20^{ème} siècle que son usage s'est généralisé pour désigner un espace stratégique spécifique localisé sous le flanc sud des Etats-Unis et pour en justifier la conquête. De l'avis de l'historien portoricain Antonio Gatzambide-Geigel, « El Caribe, en tanto denominación de una región geográfica, es un invento del siglo 20. Esta invención arranca precisamente de la transición en nuestra región de la hegemonía europea a la estadounidense ».²³ Plus tard, sous la plume d'intellectuels et de dirigeants politiques anticolonialistes, cet exonyme, jusqu'alors synonyme de domination, est soudainement devenu une expression d'émancipation intellectuelle et politique (Girvan 1999). Par un incroyable phénomène de réappropriation, le Trinidadien Eric Williams, le Jamaïcain W. Adolphe Roberts, le Colombien Germán Arciniegas et le Dominicain Juan Bosch ont commencé à écrire, à partir des années 1930-1940, l'histoire de la région autour de séquences communes : génocide amérindien, colonisation, conquête, esclavage, etc. Leurs travaux ont largement contribué à la diffusion de cette appellation, avant que l'Unesco ne vienne prendre le relais à la fin des années 1980 avec la publication de sa célèbre collection *General History of the Caribbean* retraçant l'histoire des peuples et des sociétés caribéennes des temps les plus reculés à nos jours.

Aujourd'hui, les grands organismes multilatéraux (CEPALC, ONU, Banque mondiale, etc.) l'emploient pour désigner une aire à part entière et fondamentalement distincte de l'Amérique latine²⁴ - notamment en termes de risques naturels et de viabilité économique -. Pour autant, force est de constater que sa popularisation n'est pas complètement parvenue à éliminer l'emploi concurrentiel des dénominations de « West Indies » et « Antilles », ni à conférer à la région qu'elle désigne une plus grande précision géographique (Benjamin-Labarthe ; Dubesset, 2010). Qui plus est, elle est de plus en plus concurrencée de l'intérieur par celles plus récentes de « Grande Caraïbe » ou « d'espace caribéen » qui lui

sont préférées, dans la phase actuelle, par un bon nombre de dirigeants, de membres de l'intelligentsia et de la société civile pour rendre compte de la nécessaire recomposition holistique de la région face aux nouveaux défis du 21^{ème} siècle (Girvan 2001)

La « frontière impériale »

Les substitutions d'hégémonie constituent, sur la longue durée, un deuxième symptôme de l'extrême variabilité de la valeur stratégique de la zone caribéenne. Depuis la fin du 15^{ème} siècle, la Caraïbe n'a cessé de graviter dans l'orbite géopolitique des grandes puissances dominantes, à commencer par l'Espagne. Avec la première expédition de Christophe Colomb en 1492, la colonisation espagnole a débuté à Saint-Domingue. A la fois berceau et porte du Nouveau Monde, l'île a été témoin du tout premier établissement humain à la Isabela en 1493, puis de la fondation de la première ville de l'Amérique, Santo Domingo, en 1497. C'est à partir de cette cité qu'ont véritablement commencé l'histoire, la culture et l'évangélisation du continent et qu'ont démarré les expéditions et les conquêtes territoriales au début du 16^{ème} siècle.

L'intérêt économique de ces nouveaux territoires placés sous domination hispanique a tôt fait d'attiser la convoitise des métropoles britannique, française, hollandaise, suédoise et danoise, avides d'or et d'argent. Pendant plus de trois siècles, le *mare nostrum* de Charles Quint s'est ainsi maintenu en état de guerre permanente pour l'appropriation des ressources naturelles de cet espace fantasmé d'emblée comme un opulent *El Dorado*. Contestant la suprématie de l'Espagne, les attaques répétées furent tout autant l'œuvre d'initiatives individuelles (pirates) que celles d'Etats dont l'intervention était tantôt directe, tantôt en sous-main par l'entremise de corsaires. Pour défendre son empire, Madrid s'est alors employée à renforcer ses principales bases de Santo Domingo, de San Juan, de La Havane, de Veracruz, de Portobello (Panama) y de Cartagena de Indias (Colombie), abandonnant à ses rivaux les territoires qu'elle jugeait peu rentables ou inutiles.

Ces rivalités coloniales ont participé à un double modelage spatial (Sainton 2004). D'une part, les îles ont changé de tutelle à plusieurs reprises, passant rapidement d'une domination à l'autre. Seule la Barbade a pu conserver durablement le même colonisateur britannique. D'autre part, elles ont fait l'objet de nombreux regroupements coloniaux. En vue d'optimiser le fonctionnement et la gestion de leur administration coloniale, la Grande-Bretagne et la France ont entrepris, à compter de 1674, des tentatives fédératrices. Côté britannique, les premières colonies ont été regroupées au sein de la Fédération des Iles-sous-le-Vent (*Leeward Islands*), puis côté français, de celle des « Isles de l'Amérique

Tableau I. Répartition territoriale par empires coloniaux au début du 19^{ème} siècle

Angleterre	France	Espagne	Pays-Bas	Danemark	Etats indépendants
Bermudes	Guadeloupe	Cuba	Saba	Saint-Thomas	Colombie (1825)
Saint-Christophe	Martinique	Santo Domingo (indépendante en 1824)	Saint-Eustache	San Juan	Mexique (1825)
Barbade	Saint-Barthélemy	Porto Rico	Saint-Martin (avec la France)	Sainte Croix	Amérique centrale (1825)
Nevis	Marie Galante		Curacao		Venezuela (1825)
Antigua	Saint-Martin		Bonaire		
Montserrat	(avec les Pays- Bas)		Aruba		
Bahamas	Saint-Domingue (Haïti, indépendante en 1804)		Guyane hollandaise (Surinam)		
Anguilla					
Barbuda					
Guyana	Guyane française				
Jamaïque					
Honduras					
Britannique (Belize)					
Iles Caimans					

(Source : construction personnelle à partir de Hebert Pérez Concepción. 2004. « Introducción al Caribe ». *Pensar el Caribe*, Santiago de Cuba : Editorial Oriente, p. 20.)

française ». Les contours de ces entités concurrentes ont été inlassablement remaniés par la suite aux rythmes des conflits et des retournements d'alliances. Les expériences intégrationnistes menées par les Hollandais, puis à nouveaux par les Britanniques à la fin du 18^{ème} siècle, ont signé les derniers grands découpages de cette « frontière impériale »²⁵ (Dubesset 2003). A la fin des guerres napoléoniennes, l'organisation politique de l'archipel était pratiquement achevée et allait se maintenir en l'état jusqu'à l'affrontement hispano-américain de 1898. Deux exceptions néanmoins : Haïti et Saint-Domingue devenues indépendantes respectivement en 1804 et 1824 (Dubesset 2008).

L'irruption des Etats-Unis d'Amérique

Le 19^{ème} siècle a marqué le commencement d'une nouvelle phase de domination qui a profondément et durablement modifié la donne géopolitique du Bassin caribéen. La fragilité politique et économique des Etats hispano-caribéens fraîchement indépendants a facilité, sur fond de flux et de reflux des intérêts rivaux européens, la pénétration massive d'entreprises anglo-saxonnes. D'abord britanniques, puis majoritairement nord-américaines, les compagnies étrangères, telles que *l'United Fruit Company*, ont afflué dans la région, parvenant rapidement à s'imposer comme de puissants acteurs économiques capables d'infléchir les décisions des gouvernements locaux.

A partir de la seconde moitié du siècle, la Méditerranée américaine a très tôt revêtu une importance stratégique de premier plan pour les Etats-Unis d'Amérique. Perçue par Washington comme sa frontière sud et comme un marché potentiel pour l'écoulement de ses productions nationales, elle est devenue une zone essentielle à contrôler par tous les moyens. L'absorption de la moitié de la superficie du Mexique, en 1848 de même que l'accession d'un aventurier du Tennessee, William Walker à la présidence du Nicaragua en 1855, ont préfiguré la future politique expansionniste du nouvel hégémon auquel le célèbre discours prononcé par le Président James Monroe devant le Congrès américain en décembre 1823, allait durablement servir de soubassement doctrinal (Musset 2007:39).

C'est aussi pour assurer la défense de ses intérêts que le voisin nord-américain n'a pas hésité à entrer en guerre contre l'Espagne en 1898. Sous couvert d'une aide apportée aux patriotes cubains en lutte, depuis 1895, sous la bannière de José Martí et d'Antonio Maceo contre le joug colonial, l'envoi tactique du cuirassé *Maine* et de troupes militaires lui ont donné les moyens de s'emparer de Cuba et de Porto Rico. Ces deux dernières possessions espagnoles d'Amérique étaient perçues par les stratèges navals les plus influents de l'époque comme de véritables clés

permettant de verrouiller le passage des navires de commerce ou de guerre dans la Mer des Caraïbes. Cinq ans plus tard, Washington entreprit l'édification de la base aéronavale de Guantanamo et redémarra la construction du Canal de Panama, principale clef de voute de son dispositif de sécurité continentale. Ensuite, en 1917, le pays fit l'acquisition des Îles Vierges danoises et se dota d'une quarantaine de bases militaires réparties sur la totalité de son glacis sécuritaire (Aguirre 2003:28).

Un arsenal de théories a inspiré les politiques systématiques de domination et d'ingérences politico-militaires états-uniennes. Parmi elles, la « destinée manifeste », les thèses navales de contrôle des mers de l'Amiral Alfred Thayer Mahan,²⁶ puis le corollaire Roosevelt ont servi de fondement théorique et idéologique à l'expansionnisme de Washington. Après les premières opérations militaires lancées dans la province sécessionniste du Nord de la Colombie conduisant le nouvel Etat panaméen indépendant en 1903 à la cession de la zone du futur canal interocéanique, les annexions, les occupations et les ingérences armées se sont multipliées dans l'ensemble du bassin pour réprimer toute tentative d'opposition nationaliste ou sociale. Le Mexique, la Colombie, Cuba, le Nicaragua, Haïti et la République dominicaine ont tôt fait l'expérience

Fig. 4. La politique du « big stick » du Président Theodore Roosevelt



(Source: Leriche, F. 2006. « Face à la puissance américaine ». *TDC, La Caraïbe* 920:25.)

de cette politique coercitive qui préfigurait une affirmation économique dans ce que la fédération nord-américaine allait désormais considérer comme son arrière-cour. Grâce à une politique d'investissements massifs que le président Taft a définie en 1909 comme la « diplomatie du dollar », le gouvernement et les milieux d'affaires ont aussitôt mis en œuvre une politique de contrôle direct qui s'est traduite par une forte mainmise sur tous les secteurs de l'économie (industrie, banque, transport, etc.).

Le leadership états-unien

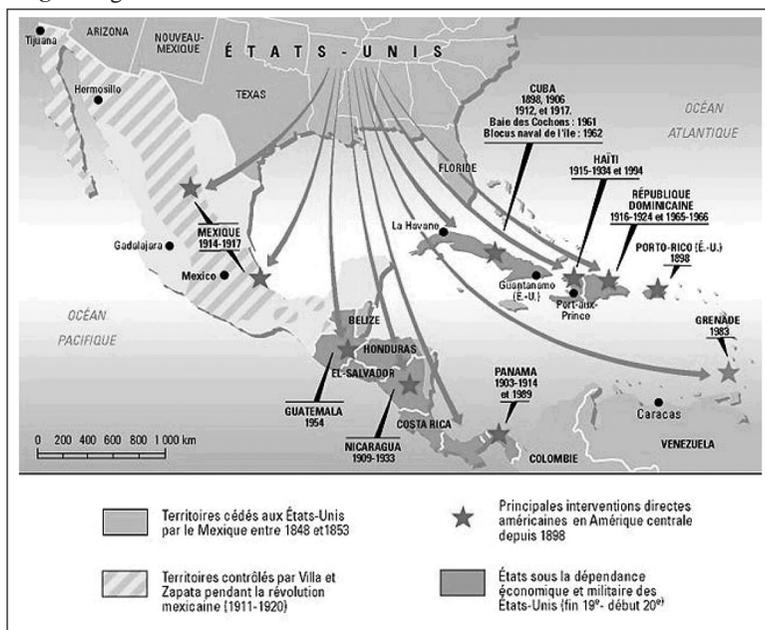
Avec la bipolarisation du système international qui s'est manifestée à travers le développement de la Guerre froide, les relations interaméricaines sont entrées dans une nouvelle phase basée avant tout, sur une subordination, plus ou moins consentie, des pays de l'Hémisphère sud aux directives politiques décidées au Nord. En s'engageant dans une politique systématique d'endigement du communisme, les Etats-Unis ont cherché à rassembler autour d'eux, dans un système d'alliances, le plus grand nombre possible d'Etats. Déjà amorcés en 1933 par la « politique de bon voisinage » proclamée par le Président Franklin Delano Roosevelt, la suspension des coups de force et le retrait des militaires de l'*Us Army* se sont alors combinés, à partir de 1947, à la conclusion d'accords de coopération destinés à rallier les Etats méridionaux dans le camp occidental.

Pour conjurer tout risque de contagion idéologique, la Maison Blanche a alors mis en œuvre la doctrine d'endigement chère à Truman via la structuration stratégique et politique du continent. Véritable pierre angulaire de la politique sécuritaire de Washington, cette doctrine a favorisé l'affirmation du leadership des Etats-Unis dans le sous-continent. L'acceptation des responsabilités globales relevant de leur rang de leader s'est traduite dans les faits, par la création d'organisations continentales. En 1947, le Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (TIAR) a institué, entre pays signataires, le principe d'une solidarité collective que la Charte de Bogota a renforcé l'année suivante, en donnant naissance à l'Organisation des Etats Américains (OEA), conçue comme l'outil par excellence de la lutte anticommuniste.

Des institutions ont été érigées simultanément, au niveau national, au nom de la stratégie d'endigement. Tel est le cas notamment du Conseil national de Sécurité (NCS), de la *Central Intelligence Agency* (CIA) et de l'*US Information Agency* créés dès 1947 pour contrecarrer les ambitions de l'URSS dans la région. Au lendemain du triomphe de la révolution castriste, ce dispositif a été ensuite complété par la concession de prêts bancaires. S'appuyant sur la « théorie des dominos » défendue par Eisenhower, le président Kennedy a instauré, en 1961, « l'Alliance

pour le Progrès » destinée à lutter contre le risque de contagion révolutionnaire par une aide au développement économique, social et culturel. La mise en œuvre de cette politique du *containment* n'a pas empêché néanmoins à l'URSS de prendre pied à Cuba, d'où le redoublement de l'effort interventionniste nord-américain via les opérations secrètes de déstabilisation menées par la CIA²⁷ et la formation de soldats et d'officiers latino-américains au sein de l'Ecole des Amériques (*Us Army School Of the Americas*). Cette ingérence états-unienne a atteint son point culminant sous la présidence de Ronald Reagan, avec la création, en 1982, du *Caribbean Basin Initiative* (CBI). Cette initiative économico-stratégique, de mouture néolibérale, garantissait des investissements privés ainsi qu'une aide publique au développement et prévoyait une baisse des droits de douane sur une partie des exportations des pays caribéens bénéficiaires.

Fig. 5. Ingérences militaires états-uniennes en Méditerranée américaine



(Source : P. Rekacewicz, *Le Monde Diplomatique*, www.monde-diplomatique.fr/cartes/amcentetatsunis)

L'unilatéralisme états-unien

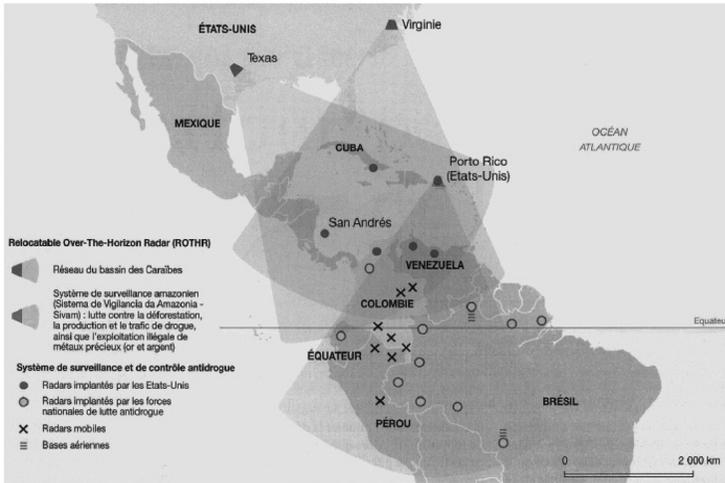
Les années 1990 ont consacré une nouvelle ère géopolitique²⁸ pour les relations interaméricaines. Depuis le déclin de l'ordre bipolaire et le collapse du camp soviétique, les liens de coopération de

l'hyperpuissance²⁹ avec ses voisins méridionaux ont subi un changement radical, accusant un net relâchement. La révision, à la baisse, du montant des investissements et de l'aide au développement,³⁰ ainsi que la remise en cause des traitements préférentiels dont ont longtemps bénéficié certains Etats du Sud³¹ à dessein d'endiguer la progression du communisme, ont été autant de signes clairs d'une réorientation des priorités de la Maison Blanche vers des zones autrement plus stratégiques telles que le Proche et le Moyen Orients.³² Selon Pablo Bachelet, ce redéploiement a causé une réduction moyenne de 23% de l'assistance financière pour vingt-six pays latino-américains, de sorte que le sous-continent dans son ensemble totalise, dans la phase actuelle, moins de la moitié de l'aide que reçoit par exemple Israël seul ! (Bachelet 2007:6)

L'agenda sécuritaire états-unien post-11 septembre a confirmé le délitement des liens ainsi que la priorité accordée à la lutte contre le terrorisme. Après les attentats de New York de 2001, l'effort de dialogue politique de l'Administration Bush avec les pays de l'hémisphère sud s'est considérablement amoindri à la faveur d'une répression accrue contre tous phénomènes pouvant nuire à sa sécurité interne. L'usage généralisé d'une définition « élastique » des menaces non traditionnelles - depuis les gangs centraméricains, le crime organisé et l'immigration clandestine jusqu'au narcotrafic ou le blanchiment d'argent en passant par les catastrophes naturelles et les mouvements insurrectionnels -, ont permis au Pentagone de légitimer ses nombreuses opérations militaires dans son glacis sécuritaire.³³ Le soutien à la formation de forces armées hispano-caribéennes et à la création d'une mission anti-terroriste de défense du Commando Nord (Northcom)³⁴ s'ajoutant à celles du Commando Sud (Southcom) a alourdi la facture militaire.³⁵ Le renforcement du Plan Colombie³⁶ et le remplacement du système de contrôle *Caribbean Basin Radar Network* (CBRN) par la nouvelle technologie baptisée *Relocatable Over The Horizon Radar* (ROTHR) ont laissé craindre le passage du leadership à une hégémonie répressive et unilatéraliste (Dubesset 2008b).

L'unilatéralisme est ici entendu comme la doctrine qui vise à privilégier les intérêts d'un Etat, en l'occurrence les Etats-Unis, par une totale liberté de manœuvre sur la scène internationale y compris au mépris des organisations multilatérales et du droit international. J.M. Siroën, estime que « l'unilatéralisme serait donc bien l'expression d'un certain hégémonisme où, cette fois, les actions extérieures auraient moins pour fonction de maximiser le bien-être de la «communauté internationale» que celui des États-Unis. D'un point de vue très pragmatique, qui est celui de l'administration américaine, l'unilatéralisme serait alors, dans certaines situations, un cadre plus propice pour faire avancer les intérêts américains que le multilatéralisme » (Siroën 2000:581).

Fig. 6. Une région sous haute surveillance



(Sources : Federation of American Scientists (FAS) ; Transnational Institute Briefing Series, 2003, Cité par Alain Gresh et als (dir.), *L'Atlas*, Le Monde diplomatique, Hors série, 2005, p. 152).

Dans le même temps, le champ commercial a clairement témoigné de cette propension grandissante des Etats-Unis à agir de façon unilatérale. Dans un contexte mondial de tarissement des ressources énergétiques et de dégradation des ressources hydriques, la croissante consommation états-unienne de pétrole, de gaz et d'eau potable a incité les dirigeants à soutenir des politiques de contrôle des richesses naturelles du Bassin caribéen et à s'assurer l'accès exclusif à ces marchés par l'accélération de la mise en place d'accords commerciaux. Un texte voté par le Congrès en 2002 stipulait que « *l'expansion du commerce international est indispensable au maintien de la sécurité nationale des Etats-Unis [...]. Les accords commerciaux servent aujourd'hui les mêmes buts que les pactes de sécurité durant la Guerre froide. [...]* ».³⁷

Dès sa conception, le projet d'intégration continentale de l'Alaska à la Terre de Feu (ALCA ou ZLEA), lancé au début des années 1990 par George Bush avant d'être repris par William Clinton puis par Georges Bush fils, s'est inscrit dans cette logique intégrationniste à visée sécuritaire. Conçu comme une sorte de prolongement géographique et économique de l'ALENA,³⁸ ce schéma d'intégration stato-économique prévoyait, à l'échelle du continent (à l'exception de Cuba) pour l'horizon 2005, la libéralisation du commerce et des investissements. Il visait avant tout l'établissement d'un ordre légal et institutionnel, à caractère supranational, donnant aux multinationales nord-américaines une totale liberté d'action dans leur traditionnelle zone d'influence. Dotées d'une

part importante des richesses naturelles mondiales,³⁹ l'Amérique latine et la Caraïbe représentent un marché de plus d'un demi-milliard de consommateurs.⁴⁰ En somme, l'option unilatéraliste des Etats-Unis a relevé d'une stratégie orientée vers la défense de leurs intérêts par l'ouverture, plus ou moins forcée, des marchés étrangers. De l'aveu de Colin Powell, ex-secrétaire d'Etat de l'administration Bush : « *Avec l'ALCA, notre objectif est de garantir aux entreprises américaines le contrôle d'un territoire allant de l'Arctique à l'Antarctique et le libre accès, sans aucun obstacle ou difficulté, à nos produits, nos services, nos technologies et nos capitaux dans tout l'hémisphère* » (Colussi 2005).

Bien qu'un changement de ton et de style politique ait été opéré depuis l'élection du président démocrate Barack Obama en novembre 2008, les promesses d'une « nouvelle association avec les Amériques » reposant sur l'idée que « ce qui est bon pour l'Amérique latine et bon pour les Etats-Unis » tardent à se concrétiser. Dans la phase actuelle, l'espoir d'une relation politique et économique plus équilibrée suscité lors du 5^{ème} Sommet des Amériques de Trinidad-et-Tobago (2009) s'est envolé. La Caraïbe reste perçue à Washington comme son périmètre de sécurité et l'unilatéralisme militaire la principale approche retenue pour lutter contre les illégalismes et les migrations. L'activité croissante des cartels de drogue mexicains, la violence des Maras centraméricaines et le risque d'une situation de crises dans des pays comme Cuba ou Haïti pourraient générer d'importantes vagues migratoires en Floride ou dans les Etats méridionaux des Etats-Unis que la nouvelle administration souhaite éviter à tous prix (Prevost 2011:148).

5. Enjeux et défis régionaux

Le processus historique qui a conduit à la mise en place, sur le long terme, d'un système de relations inégales dont le grand voisin du Nord est généralement perçu comme le principal bénéficiaire, a fait germer dans la Caraïbe une conscience contestataire. Très tôt, l'opposition idéologique à ce modèle de domination a fait florès, à l'échelle régionale, de sorte que les revendications anti et contre-hégémoniques constituent une constante dans l'histoire politique contemporaine de cette portion géographique des Amériques (Esther Ceceña 2003:19). Loin d'avoir atténué cet interventionnisme, la fin du 20^{ème} siècle a consacré leur présence hégémonique dans le sous-continent, provoquant, à l'orée du nouveau millénaire, une nouvelle phase de contestation dont le *néobolivarisme* promu par Hugo Chávez Frías entre 1999 et 2013 a représenté l'une des formes les plus spectaculaires. Pour tenter de saisir la portée et les enjeux de ce déferlement d'initiatives réactives ou proactives observables dans plusieurs Etats américano-méditerranéens, cette section s'attachera à

examiner les principaux soubassements théoriques et idéologiques des projets de découplage, ainsi que leurs axes stratégiques majeurs.

Genèse et diffusion d'une idéologie contestataire

C'est dans le Bassin caribéen que s'est exprimée le plus clairement l'opposition systématique à toutes formes de domination. Depuis les révoltes des caciques Taïnos (Hatuey, Anacaona, Enriquillo), puis des *Cacos* haïtiens⁴¹, des *Gavilleros* dominicains ou des *Comuneros* colombiens, le « *movimientismo* » sociopolitique caribéen a tissé durablement des liens « émotionnels » de résistances sur lesquels s'est fondée l'identité politique de la région. A travers une sorte de dialectique du dissentiment (Sartori 2001), les mouvements protestataires ont fini par se convertir en de véritables agglutinants d'identité et en source de l'organisation politique. Depuis l'immixtion des Etats-Unis dans les affaires de Cuba en 1898, sous le couvert de la guerre hispano-américaine, plusieurs centaines d'interventions militaires ont été dénombrées dans les îles et les territoires caribéens continentaux, entraînant ici et là de vifs mouvements de protestation et de révoltes. En privant la région du sentiment d'exister pour elle-même, l'interventionnisme militaire et économique nord-américain a suscité, tout au long du 20^{ème} siècle, d'âpres réactions anti-américaines.

La forme armée de la résistance a été d'abord la guérilla menée pendant l'occupation *yankee* contre les *marines* au Nicaragua en 1909, puis à Haïti en 1915 et en République dominicaine en 1916. Plus tard c'est une conscience politique pan-caribéenne protestataire qui s'est peu à peu forgée, entraînant paradoxalement dans son sillage des réflexes nationalistes. Pétris des réflexions engagées, dès les années 1930, par des intellectuels anticolonialistes tels que Eric Williams, W. Adolphe Roberts ou Germán Arciniegas, autour de la problématique de l'identité et de l'intégration régionales de la Caraïbe, les régimes nationalistes de Grau San Martin à Cuba, de Jacobo Arbenz au Guatemala ou de Cheddi Jagan au Guyana Britannique ont inauguré une série de résistances politiques contre l'oppression. De Trinidad au Mexique, en passant par Porto Rico, Hispaniola, l'Amérique centrale, la Colombie, la Jamaïque, la Grenade et Trinidad-et-Tobago, les expériences nationalistes et réformistes ont réclamé un réaménagement des rapports avec les Etats-Unis dans un sens plus favorable à l'intérêt national et économique de leur pays. Ces régimes aux accents populistes se sont traduits, sur le terrain, par une vague de nationalisations de banques et d'entreprises, ainsi que par des expropriations et des réformes agraires.⁴² Des violences sporadiques ont également été perpétrées à l'encontre de personnalités politiques telles que Nixon, alors vice-président des Etats-Unis, agressé à Caracas

en 1958 (Dubesset 2012a).

La Révolution castriste s'est inscrite, avec une force inégalée, dans cette dynamique contre-hégémonique. Dès sa gestation, le mouvement révolutionnaire lancé par Fidel Castro dans les années 1950, s'est montré solidaire à la cause libératrice de l'Amérique latine et le fer de lance du mouvement des pays non alignés. En identifiant en particulier les gouvernements de Somoza, Duvalier et Trujillo comme des tyrannies à la solde des Etats-Unis et en les comparant à celle de Batista, la Cuba révolutionnaire s'est alors déclarée déterminée à prêter main forte à la lutte populaire dans les pays opprimés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

L'onde de choc de cette révolution qui prit dès 1961 un caractère socialiste et fondamentalement anti-impérialiste, a été durablement ressentie dans la Caraïbe. Elle a d'abord signé l'amorce de la décolonisation et de l'indépendance de plusieurs îles anglophones, à commencer par la Jamaïque et Trinidad-et-Tobago en 1962, puis a tôt fait d'inspirer de nouveaux mouvements de libération comme le *New Jewel Movement* de Maurice Bishop à la Grenade. Par ailleurs, en permettant notamment à l'URSS de prendre pied dans la Méditerranée américaine, elle a eu un impact sans équivalent sur l'ensemble de la planète (Pierre-Charles 1981:182).

Très vite, l'influence personnelle et idéologique d'Ernesto Che Guevara, de Fidel Castro et de Camilo Cienfuegos a reçu un écho particulièrement favorable. Leur prosélytisme a entraîné, au grand dam du Président Eisenhower et de son successeur Kennedy, d'autres pays vers le communisme et a inspiré, comme en Colombie et au Pérou, de violentes guérillas (FARC, M19, MRTA, etc.). En tentant de lutter contre la contagion révolutionnaire, les différentes opérations des troupes militaires nord-américaines en République dominicaine en 1965, puis à la Grenade en 1983, ainsi que les interventions indirectes via la CIA en 1961 dans la Baie des cochons, puis en 1964 au Brésil, en 1973 au Chili et en 1981 au Nicaragua, ont largement contribué à exacerber l'hostilité de certains pays latino-américains envers l'activisme militaire du Pentagone (Bosch 1968).

Porté initialement par le Président Chavez puis par son successeur actuel Nicolas Maduro, le néobolivarisme vénézuélien reste dans la phase actuelle l'ultime avatar de ces mouvements contestataires qui ont fait florès à l'échelle régionale en clamant leur opposition au modèle de domination états-unien (Dubesset 2008c). A la tête d'un Etat doté d'abondants gisements pétrolifères mis en coupe réglée par de puissantes compagnies états-uniennes dès le 19^{ème} siècle, Hugo Chavez avait bien compris la capacité de son pays à infléchir la relation asymétrique dont les Etats-Unis sont généralement perçus comme les grands bénéficiaires.

L'abondante manne pétrolière semblait lui avoir donné les moyens de dire très fort tout le mal qu'il pensait de la pétro-dépendante fédération anglo-saxonne voisine. Aussi, à la suite du coup d'Etat dont il fut victime en 2002, s'était-il escrimé inlassablement à promouvoir un projet émancipateur et contre-hégémonique dont le pétrole constituait la clef de voûte (Dubesset 2010).

L'émancipation politique

Aussi nombreux et influents soient-ils, les mouvements sociaux et politiques n'ont pas eu partout raison de la domination (néo)coloniale, de sorte qu'à l'aube du 21^{ème} siècle, la Caraïbe reste, dans une certaine mesure, captive de l'Europe et des Etats-Unis (Dubesset 2008b). La présence de ces derniers est perceptible tant sur le plan politique et militaire qu'économique. Outre le maintien de la base aéronavale à Guantanamo et de l'embargo contre Cuba, de nombreux équipements militaires sont déployés dans le Bassin caribéen et sont placés sous le commandement des quartiers généraux du Sud basés dans l'Etat de Floride.

Il subsiste par ailleurs une kyrielle de territoires dépendants qui gravitent dans l'orbite géopolitique et économique de leur métropole. Tel est le cas notamment de Porto Rico et des Îles Vierges (américaines et britanniques), des Bermudes, des Îles Turks-et-Caïques, des Îles Cayman, de Montserrat, mais également des Antilles néerlandaises et des Départements français d'outre-mer. Même indépendants, de nombreux Etats restent très liés à leurs anciennes tutelles. Parmi eux, seize font parti du groupe caribéen des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) associés à l'Union européenne. A la faveur de la convention de Lomé signée en 1975, ces pays, dont douze d'entre eux sont anglophones et membres du *British Commonwealth*⁴³, ont bénéficié de régimes préférentiels pour l'exportation vers l'Europe de produits comme le sucre et la banane.

En outre, qu'elles soient licites ou illicites, les transactions économiques caribéennes révèlent toujours, par leur combinaison, leur intensité et leur orientation, une forte extraversion économique sur les marchés européens et nord-américains. La primatie des relations méridiennes Nord-Sud⁴⁴ et Sud-Nord⁴⁵ sur les échanges transversaux Sud-Sud témoigne en effet de l'hyper-ouverture de l'espace caribéen sur les grands pôles septentrionaux de développement au détriment d'une relation plus soutenue entre chacune de ses composantes et d'une plus grande connexion avec le reste du monde comme l'Asie, l'Afrique ou le Moyen-Orient. Malgré l'ouverture et l'intensification récentes de nouvelles lignes inter-îles, la configuration des réseaux aériens souligne clairement ces hiérarchies. Assurées par de grandes

compagnies internationales, les liaisons avec l'Amérique du Nord et avec l'Europe priment en nombre, en qualité du service et en compétitivité sur les liaisons internes, beaucoup plus chères et encore très peu interconnectées aujourd'hui à l'échelle régionale. Pareille dépendance autour de grandes métropoles européennes (Londres, Paris ou Madrid) et nord-américaines (Miami, New York, la Nouvelle-Orléans, Montréal, Ottawa, Toronto) entretient la périphéricité économique de la région (Cruse 2011).

Bien que la nouvelle donne mondiale ne préfigure aucune véritable remise en question de ce type de polarisation, plusieurs changements récents pourraient bien enclencher une nouvelle dynamique géopolitique. D'abord, le rapprochement récent de la Russie avec le Venezuela et l'engagement croissant de la Chine et du Brésil sont de nature à redistribuer les cartes dans une zone qui n'est guère aujourd'hui l'épicentre de la politique économique de Bruxelles ni de Washington. Ensuite, et corrélativement, la baisse tendancielle du niveau d'aide au développement et le déclin des préférences douanières traditionnellement concédées par les Etats-Unis et l'Europe poussent les pays de la zone à rechercher de nouveaux partenariats capables de compenser le manque à gagner. Le nouveau dispositif (Accord de Cotonou, Accord de Partenariat Economique) visant à repenser les relations entre l'UE et les pays ACP a été accueilli avec scepticisme par les intéressés eux-mêmes, certains observateurs y voyant une régression propre à réduire ces territoires à une économie de plantation où le pouvoir de décision serait détenu par des entreprises étrangères (Dubesset ; Lucas 2011).

L'impératif régionaliste

Les pays de la Caraïbe sont aujourd'hui plus que jamais à la croisée des chemins.⁴⁶ Ils devront choisir entre satellisation, dépendance, nationalisme ou autonomie régionale. A l'évidence, la solution est à rechercher dans le développement de la région par une rénovation endogène et pragmatique de l'intégration et de la coopération. Le spectre d'une marginalisation accentue le besoin de solidarités horizontales entre pays et territoires caribéens. Les évolutions récentes confirment l'impérieuse nécessité de concevoir la coopération régionale, mais aussi internationale, comme l'une des voies nécessaires pour répondre aux exigences de l'internationalisation des échanges et pour relever les nouveaux défis géopolitiques auxquels les Etats caribéens sont de plus en plus confrontés. Ainsi des problèmes cruciaux tels que la lutte anti-drogue, la préservation et la mise en valeur du patrimoine (matériel, immatériel et marin), la surveillance sanitaire et épidémiologique, la gestion des risques naturels (sismiques, volcaniques, climatiques, eustatiques) et la

régulation des migrations rendent nécessaire l'instauration d'échanges concrets à l'échelle de la Caraïbe et par extension, des Amériques (Benjamin-Labarthe ; Dubesset 2010).

Historiquement parlant, la Caraïbe a initié très tôt son processus d'intégration avec la création éphémère de la *Fédération des Indes occidentales* (1958) rassemblant dix territoires anglophones sous tutelle britannique. Elle fut rapidement dissoute après que la Jamaïque et Trinidad-et-Tobago l'eurent quittée en 1962. Trois ans plus tard, fut fondée l'*Association de libre-échange des Caraïbes* (CARIFTA) dont les résultats peu probants poussèrent les membres à la remplacer en 1973 par le *Caribbean Community and Common Market* (CARICOM). Après quatre décennies de fonctionnement ininterrompu, CARICOM reste, dans la pratique, l'institution régionale la plus avancée de la région. Pourtant, ses retombées sont encore globalement décevantes. Pour des raisons d'ordre historique, économique et fiscal, les échanges commerciaux entre les pays signataires demeurent très faibles, leur commerce étant focalisé vers l'Europe ou les Etats-Unis. L'extroversion économique anglo-caribéenne est donc grande et, corrélativement, le taux d'interdépendance commerciale entre unités territoriales est faible. Alors que dans l'Union Européenne le rapport exportations intra-régionales / exportations totales s'établit autour de 60%, il n'est que de 20% dans CARICOM.

Au milieu des années 1990, l'impératif régionaliste a donné lieu à l'ouverture d'autres espaces de coordination et de concertation. Rappelant l'idée d'une « Confédération antilléenne » lancée un siècle plus tôt par José Martí et Anténor Firmin, puis par Eugenio María de Hostos et Ramón Emeterio Betances, l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) a été créée à Carthagène (Colombie) en juillet 1994 à l'initiative du Groupe des Trois (Mexique, Colombie et Venezuela) et du CARICOM. Comptant vingt-cinq Etats membres et trois groupes de territoires associés, l'AEC vise à promouvoir la consultation, la coopération et l'action concertée entre tous les pays de la Grande Caraïbe. L'intégration régionale, la préservation de l'intégrité environnementale de la mer considérée comme patrimoine commun des peuples de la région et la promotion du développement durable constituent les objectifs prioritaires de l'Association. De son côté, le conglomérat *Petrocaribe*, qui réunit à ce jour dix-huit pays caribéens autour des principes de solidarité, d'indépendance et de souveraineté énergétiques, accompagne l'« Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique » (ALBA). Basé sur l'avantage coopératif et la solidarité des peuples, cet organisme stato-politique et sociopolitique est porté par l'axe Caracas-La Havane depuis son institutionnalisation en 2005. Dans la phase actuelle, il regroupe cinq Etats hispanophones (Venezuela, Cuba, Nicaragua, Equateur et Bolivie) et quatre anglophones (Dominique, Saint-Vincent-et-les Grenadines,

Antigua-et-Barbuda). La Jamaïque, Haïti et le Surinam étudient actuellement les conditions de leur incorporation (Dubesset 2013).

Dans le paysage régionaliste latino-américain déjà fortement saturé, un nouveau mécanisme représentatif de concertation politique, de coopération et d'intégration vient d'être lancé depuis la Caraïbe. Après une première réunion ministérielle qui s'est déroulée le 6 novembre 2009 à Montego Bay (Jamaïque) fixant un agenda de travail autour de quatre thématiques jugées prioritaires⁴⁷, c'est au cours du sommet dit de l'unité qui s'est tenu le 23 février 2010 à Cancún (Mexique) qu'a été décidée la création de la Communauté des Etats latino-américains et caribéens (CELAC). Et c'est lors du sommet de Caracas, les 2 et 3 décembre 2011, que sa naissance a été officialisée. Si elle n'a sans doute pas vocation à remplacer l'OEA ni à se convertir en instrument de lutte anti-impérialiste, elle s'inscrit néanmoins dans une dynamique de renforcement d'un régionalisme post-hégémonique destinée à promouvoir l'articulation et la convergence d'actions sur la base des principes de solidarité, de flexibilité, de pluralisme, de diversité et de complémentarité d'actions, sans la présence des Etats-Unis ni du Canada.

Fiction et friction intégrationnistes

Sans conteste, l'intégration régionale est devenue pour tous les Etats caribéens insulaires et isthmiques un impératif économique. Les marchés nationaux n'ont pas la taille critique permettant de réaliser de réelles économies d'échelle et leurs assises sont trop étroites pour envisager un développement industriel significatif. Mais les obstacles à surmonter pour y parvenir restent légion. La traditionnelle difficulté - ou la réticence - de la plupart des Etats et territoires à s'engager dans des formes d'organisation supranationale plus poussées est liée à d'implacables pesanteurs historiques et politiques peu favorables aux stratégies fédératrices, ainsi qu'au très grand nombre de litiges de souveraineté qui restent prégnants dans la région. Les frontières héritées de la colonisation et des anciens traités internationaux donnent lieu à de fréquents désaccords en matière d'accès aux ressources naturelles et halieutiques. Ainsi, à ce jour, la région ne compte pas moins de 22 litiges entre Etats portant sur des questions de souveraineté maritime et 16 contentieux sur les frontières terrestres (Dubesset ; Lucas 2011).

La complexité du pavage étatique actuel et l'hétérogénéité des systèmes de gouvernance sont aussi porteuses de tensions centrifuges qui entravent le processus intégrateur de la région. Toute la gamme des statuts politiques imaginables voisine dans la région. Pour l'heure, vingt-huit Etats indépendants - dont seize pour le seul archipel - y côtoient les territoires sous tutelle néerlandaise, anglaise, états-unienne

ou française. La configuration politique actuelle reste potentiellement évolutive. La propension à la prolifération étatique reste forte dans l'archipel et correspond à des velléités indépendantistes ou séparatistes. Dans l'île de Porto Rico, Etat libre associé aux Etats-Unis depuis 1952, et dans les Départements Français d'Amérique (DFA), l'indépendantisme s'exprime par le rejet d'une situation jugée par certains comme néocoloniale. Dans les micros Etats pluri-insulaires, l'heure est plutôt à la sécession. Tobago conteste l'hégémonie de Trinidad, Nevis celle de Saint-Kitts (Begot ; Buleon *et al.* 2001).

Au risque d'accentuer la fragmentation politique régionale, trois nouvelles entités viennent d'être créées dans la partie néerlandophone. Après un long processus de restructuration politique, Curaçao, St. Marteen et le groupe BES (Bonaire, Saint-Eustache et Saba) ont fait voler en éclat les Antilles hollandaises, auxquelles elles appartenaient depuis 1954, en approuvant le 10 octobre 2010 un nouveau statut de « pays », un peu comparable, par certains aspects, à celui de Porto Rico (Abello Vives 2012). A cette situation politique potentiellement disruptive, s'ajoutent les fortes inégalités de développement démographique et socio-économique, ainsi que l'absence de véritable réseau commercial intra-caribéen et la persistance d'une monoculture agro-exportatrice plus concurrentielle que complémentaire sur les marchés extérieurs. Aussi, à moins que la récente CELAC parvienne à impulser une nouvelle dynamique capable de défendre l'intérêt général par-delà les clivages idéologiques, grand semble donc être le risque que les forces centrifuges l'emportent, de manière écrasante, sur les forces centripètes d'intégration régionale (Dubesset ; Lucas 2011).

Pourtant, la menace d'une « dérive fragmentaire », selon l'expression employée par Monique Bégot,⁴⁸ pourrait sans doute être atténuée, sinon contrebalancée par les nouvelles forces d'attraction intra-caribéennes en cours au Mexique, en Colombie et au Venezuela, et plus encore dans les pays de l'isthme centraméricain. Depuis la fin des années 1980, l'impératif régionaliste a largement contribué à modifier la géographie économique et politique des pays caribéens continentaux dans le sens d'un rapprochement et d'une convergence avec les espaces insulaires qui leur font face. En encensant les opportunités d'un grand marché global et en agitant le spectre d'une marginalisation, la mondialisation actuelle a exhorté la plupart de ces Etats à restructurer leurs territoires pour les connecter à l'ensemble du Bassin dont ils sont naturellement riverains. Les pays du pourtour caribéen ont ainsi procédé, à des rythmes et à des degrés divers, mais également selon des logiques différentes, à la mise en valeur de leur façade maritime, longtemps délaissée par les Etats nationaux (Le Masne 2010).

Ce tropisme caribéen, à l'œuvre notamment au Panama, au Costa

Rica, au Honduras et en Colombie, est particulièrement manifeste au Nicaragua. Managua n'a pas hésité à « reterritorialiser » le littoral oriental nicaraguayen traditionnellement considéré comme insalubre, et à lui donner une nouvelle vocation, en y produisant de nouveaux marqueurs spatiaux, sociaux et politiques. Jadis dénommé *Costa de la Mosquitia*, puis *Costa Atlántica*, il a été récemment rebaptisé *Costa Caribe* pour modifier en profondeur son rapport à la fois à l'espace national nicaraguayen et à l'espace régional caribéen, jugé par certaines élites comme unique planche de salut. Ce changement toponymique associé à des politiques publiques et à un train de mesures en matière d'aménagement territorial et de développement économique, a été assorti de la mise en place institutionnelle de régions autonomes mené dans le cadre de la décentralisation et de la coopération régionale (Dubesset 2009:21).

Conclusion

Au risque de tomber dans le piège de la simplification outrancière et du déterminisme géographique, notre proposition d'étudier la Caraïbe, par une approche heuristique qui pense l'identité régionale en termes de circulations, de « mouvements » et de « mouvances », plutôt que de fixité, d'exclusion, de clôture et d'enfermement, a permis de mettre en relief l'extraordinaire entrelacs de flux, de fluidités, d'influences, de fluctuations et de changements politico-stratégiques qui façonnent, de longue date, cet espace maritime tropical situé à la confluence des circuits d'échanges parmi les plus actifs au monde, en raison notamment de la proximité des Etats-Unis et de l'importance stratégique du Canal de Panama. Premier carrefour humain et économique de la mondialisation coloniale, en même temps que ligne d'équilibre des Amériques, la Méditerranée américaine est pétrie de déplacements pendulaires, de circulations, de va-et-vient et d'interférences d'une diversité et d'une densité exceptionnelles. A la fois géographiques et (géo)politiques, les mouvements et les mouvances sont au cœur même de la problématique identitaire régionale caribéenne. Bien qu'ils ne soient nullement exclusifs d'autres percolations, notamment sur le plan anthropologique ou culturel (religion, art, littérature, architecture, sport, etc.), ce sont eux qui, par leur intensité et leur conjonction, contribuent largement à la modeler, à la régénérer et à la recomposer. Ce sont eux également qui font de la Caraïbe, au niveau continental et même mondial, un espace génésique spécifique et à part entière. Ainsi considéré, ce géotype⁴⁹ se dévoile donc en propre comme une aire régionale gestationnelle, protéiforme, kinesthésique, sinon rythmique.

Pour relever collectivement les nouveaux défis environnementaux, sanitaires, sociaux et économiques de ce 21^{ème} siècle naissant,

les dynamiques observées devront nécessairement se renouveler, de manière intégrée et endogène. Les effets eustatiques du dérèglement climatique et le creusement des déséquilibres spatiaux et sociaux sont plus que jamais perceptibles. L'adoption commune de mesures politiques concrètes, notamment en matière de sécurité, de gouvernance, de développement durable, de production d'énergies renouvelables et d'insertion de tous les territoires insulaires et continentaux de la Caraïbe, marges incluses, dans les réseaux de production globalisés de services sous-tendus par les technologies de l'information et de la communication (SSTIC), s'avère donc aujourd'hui une nécessité impérieuse. Pour ce faire, les innombrables liens multidirectionnels qui structurent ces sociétés insulaires et continentales peuvent sans doute servir de fondement à l'institutionnalisation d'une véritable union politique régionale qui les favorise aussi bien d'une cohérence interne que d'une voie d'expression propre au plan externe. Telle est certainement là l'une des clefs de l'avenir de cette Caraïbe (é)mouvante et fondamentalement une et plurielle!⁵⁰

Note de la rédaction: El texte ici présenté es la version remaniée et actualisée d'un article de l'auteur publié en la revista *Etudes caribéennes* sous le titre « Penser autrement l'identité régionale caribéenne ».

Notes

- ¹ Thomas Hope, E. 2002. *Caribbean Migration*. Kingston: University of the West Indies Press.
- ² Crusier. 2011. «Introduction à la Caraïbe perçue». In *Caribbean Atlas*, edited by Cruse & Rhiney (www.atlas-caraibe.fr/thematiques/qu-est-ce-que-la-caraibe/introduction-a-la-caraibe-percue.html, dernière consultation: le 14 juin 2013)
- ³ Ibidem
- ⁴ Ibidem
- ⁵ Serbin, A. 1996. *El ocase de las islas. El Gran Caribe frente a los desafíos globales y regionales*. Caracas: Editorial Nueva Sociedad, p. 51.
- ⁶ Sukup, V. 2010. « Les Caraïbes face à l'avenir » *Futuribles* 360:21-34.
- ⁷ C'est ainsi par exemple que Cuba reçut 1,2 million d'immigrants espagnols entre 1898 et 1929.
- ⁸ *West Indian Participation in the Construction of the Panama Canal*,

Publication of the Proceedings of Symposium held at the University of the West Indies, Mona, Jamaica, June 15-17, 2000.

- ⁹ Picouet, M. ; Pellegrino, A. ; Papail, J. 1986. « L'immigration au Venezuela », *Revue européenne de migrations internationales* 2(2):25-47.
- ¹⁰ Sous le régime de Pérez Jiménez (1950-1958), plus de 300.000 Européens, principalement des Italiens, s'installèrent dans le pays. Cité par A. Calmont, « Flux et polarisations dans le bassin caribéen », in Lucien René Abenon et Als. *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Hachette Education, Paris, 2001.
- ¹¹ La population de la Caraïbe a doublé entre 1920 et 1960 et la proportion des moins de 20 ans représentait la moitié de la population totale.
- ¹² Le BUMIDOM a été remplacé par la suite par l'Agence nationale des travailleurs d'outre-mer (ANT).
- ¹³ Plus de dix millions de Caribéens originaires de l'archipel et de la bordure continentale du Bassin résident actuellement à l'extérieur de leur pays d'origine, dont à peine six cents mille dans un autre territoire que celui de leur naissance. Autrement dit, plus des 9/10 du total des émigrés sont installés hors de la Méditerranée américaine.
- ¹⁴ Le risque eustatique annoncé par les climatologues et les écologues pourrait bien renforcer cette nouvelle dynamique qui rythme, par son incessant mouvement de va-et-vient, le fonctionnement sociétale des Etats et territoires de la région. Le dérèglement climatique et l'inexorable montée des eaux sont en effet autant de menaces pour les populations des îles les plus basses qui n'auront d'autre issus que de gonfler le flot des migrants actuels.
- ¹⁵ Dans son ouvrage *Islas del Caribe: Naturaleza-arte-sociedad*, La Habana, Ed. UH, 2011, Yolanda Wood désigne la Caraïbe comme la "Cuenca uteral de América".
- ¹⁶ Lors d'une célèbre conférence donnée en 1940 à La Havane, Fernando Ortiz proposait, en partant de la métaphore *martiana* du creuset, l'image de l'*ajiaco*, sorte de pot-au-feu à la façon cubaine, qu'il définissait comme suit : « Une marmite ouverte. Cela est Cuba, la marmite offerte au feu des Tropiques... Comme l'*ajiaco*, le peuple n'est pas un plat tout fait, mais une cuisson, un mijotage constant. Depuis l'aube de son histoire jusqu'aux heures que nous vivons, dans la marmite de Cuba, on observe une introduction permanente et répétée de racines, de fruits et de viandes exogènes... ». Et d'ajou-

ter en conclusion : « La cubanité, qui est conscience, volonté a germé, a jailli d'en bas, et non pas tombée d'en haut ». Traduction de Jean Lamore, *op.cit.*

- ¹⁷ Lucas, R. 2011. « Mythes et limites de la mer dans la littérature de la Caraïbe », dans E. Dubesset et R. Lucas, dir. 2011. *La Caraïbe dans la mondialisation: quelles dynamiques régionalistes ?* Paris : L'Harmattan.
- ¹⁸ Le port de San Juan (Porto Rico) traite plus de deux millions de conteneurs EVP par an.
- ¹⁹ Actuellement, le Brésil injecte d'importantes sommes financières pour la modernisation du port cubain de Mariel.
- ²⁰ L'aéroport de Miami occupe une place prépondérante dans les relations entre les Etats-Unis et la Caraïbe. Il ne dessert pas moins d'une cinquantaine de destinations dans la région, à raison de huit cents vols hebdomadaires, soit plus de huit millions de passagers par an.
- ²¹ Expression forgée par le Cubain José Martí.
- ²² Les Kallinagos étaient perçus par les Taïnos comme des sauvages, belliqueux et anthropophages, d'où le lexème *canibes* utilisé en langue Arawak pour les (dis)qualifier, puis *cannibales* en français.
- ²³ Gaztambide-Géigel, A. 1996. « La invención del Caribe en el siglo XX: Las definiciones del Caribe como problema histórico y metodológico ». *Revista Mexicana del Caribe*, año 1, p. 75.
- ²⁴ A ce propos, se reporter à l'ouvrage de Giménez, L. 1991. *Caribe y América Latina*. Caracas : Monte Ávila Editores.
- ²⁵ Expression formulée par Juan Bosch. *Op.cit.*
- ²⁶ Thayer, Mahan A. 1900. *The Influence of Sea Power upon History*. Boston: Little, Brown and Company.
- ²⁷ La CIA a été accusée d'avoir soutenu le renversement de plusieurs gouvernements latino-américains jugés malveillants et défavorables aux intérêts de Washington.
- ²⁸ Géopolitique, « Amérique latine. Une ère nouvelle », *Revue de l'Institut International de Géopolitique*, n°96, Décembre 2006 – Janvier 2007.
- ²⁹ Terme créé par Hubert Védrine, Ministre français des affaires étrangères de 1997 à 2002 pour désigner le niveau de puissance (*soft et hard powers*) atteint par les Etats-Unis au sortir de la Guerre froide. Selon Z. Brzezinski, jamais une nation n'avait combiné une telle puissance dans les domaines technologique, militaire, économique

et culturel. Z Brzezinski, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997.

- ³⁰ L'aide états-unienne favorise les programmes de coopération pour la promotion de la sécurité au détriment des programmes de développement socio-économique.
- ³¹ Tel était notamment le cas des pays de la Caraïbe anglophone.
- ³² Le Golfe fournit aux Etats-Unis 23,8 % de leurs importations de pétrole.
- ³³ Le 14 avril 2006, une armada états-unienne baptisée *Partnership of the Americas* a fait son entrée dans la Mer des Caraïbes à l'insu de certains gouvernements. Composée du porte-avions atomique G. Washington, du croiseur Monterrey, du destroyer US Stout et de la frégate lance-missiles *Underwood*, elle transportait 70 avions de combat, des avions-radars et hélicoptères, de même que 6 500 *Marine's*.
- ³⁴ La cartographie de la présence militaire états-unienne en Amérique latine et dans la Caraïbe est difficile à établir du fait de l'existence d'un grand nombre de soldats appartenant aux corps privés (mercenaires). Seules les bases militaires de Manta en Equateur, Tres Esquinas et Laetitia en Colombie, Iquitos au Pérou, Rainha Beatrix à Aruba, Hato à Curaçao, Soto Cano au Honduras, Vieques à Porto Rico et Guantanamo à Cuba sont clairement cartographiées. De nouvelles bases ont été récemment installées au Paraguay, d'autres sont en cours de négociation au Salvador, en Argentine et au Brésil.
- ³⁵ Depuis la restitution du Canal de Panama en 1999, la présence militaire états-unienne s'est recomposée. Les troupes militaires anciennement basées dans la zone du canal ont été repositionnées vers la Colombie, Trinidad et Tobago ainsi que vers les îles néerlandophones au large du Venezuela.
- ³⁶ Lire l'article de Yenisey Rodríguez Cabrera, "*Análisis geopolítico y geoeconómico del Plan Colombia*", Cuadernos latinoamericanos, 2002, pp.81-151
- ³⁷ Cité par Dorval Brunelle, « La zone de libre-échange des Amériques : autopsie d'un échec », *La Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques (<http://www.ameriques.uqam.ca>), décembre 2004.
- ³⁸ Aire de libre-échange nord-américain qui regroupe depuis 1994 le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

- ³⁹ L'Amérique latine détient respectivement 11%, 6% et 20% des réserves mondiales de pétrole, de gaz et d'eau.
- ⁴⁰ Le Plan Puebla-Panama, le Plan Colombia et le Plan Andino Amazónico sont autant d'autres mécanismes utilisés par les Etats-Unis pour s'appropriier et contrôler les ressources naturelles stratégiques du Sud.
- ⁴¹ Mouvement spontané de paysans haïtiens, les *Cacos* se sont opposé en 1919 sous la houlette de Charlemagne Péralte à l'occupation du pays par les *marines* états-uniens.
- ⁴² Dès 1917, le Mexique avait nationalisé son sous-sol (article 27 de la Constitution) puis en 1938, son activité pétrolière, lésant directement les intérêts des Etats-Unis.
- ⁴³ Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-Et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinidad-et-Tobago.
- ⁴⁴ Il s'agit notamment des investissements étrangers directs, remises, aide internationale, tourisme, exportations de produits élaborés.
- ⁴⁵ C'est le cas particulièrement des migrations ou du narcotrafic.
- ⁴⁶ Cf. Davidas, L et C. Lerat, dir. 2008. *Quels modèles pour la Caraïbe ?* Paris : LHarmattan.
- ⁴⁷ Les thématiques jugées prioritaires sont d'ordre économique-commercial, social, culturel et institutionnel.
- ⁴⁸ Begot, M. 2001. « La région caraïbe : trois échelles de lecture ». P.114 in *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, L.R. Abenon *et al.*, dir. Paris : Hachette.
- ⁴⁹ « Espace unique incluant un ensemble de configurations spatiales interactives les unes avec les autres » (Lévy et Lussaut, Dir. 2003). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 1032 p.). Cité par Romain Cruse . 2011. *Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- ⁵⁰ L'auteur remercie sincèrement et chaleureusement Rafael Lucas, Maître de Conférences à l'Institut d'Etudes ibériques et ibéro-américaines de l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, pour ses précieux conseils et pour le soin qu'il a apportés à la relecture du présent texte.

Références

- Abello Vives, A. 2012. "Curazao: Más fragmentación, menos integración del Caribe". *Aguaita*, Revista del Observatorio del Caribe 23:59-63.
- Abenon, L.R. *et al.*, dir. 2001. *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*. Paris : Hachette.
- Aguirre, L.M. 2003. "Les relations avec les Etats-Unis". *Agir*, Revue générale de stratégie, L'Amérique latine en demi-teinte.
- Arciniegas, G. 1959. *Biografía del Caribe*. Buenos Aires: Edición Sudamericana, 7a.
- Audebert, C. 2011. « Régionalisme et migrations dans la Caraïbe ». P. 23-38 in *La Caraïbe dans la mondialisation: quelles dynamiques régionalistes ?*, dans E. Dubesset et R. Lucas, dir. Paris : L'Harmattan.
- _____. 2008. « Le cadre politico-institutionnel des migrations antillaises : des dynamiques différenciées dans un contexte géopolitique segmenté ». *Etudes caribéennes*, 8/207, Migrations, mobilités et construction identitaires caribéennes, [en ligne], mis en ligne le 8 septembre 2008. URL : <http://etudes-caribennes.revues.org/document922.html>. Consulté le 14 juin 2013.
- _____. 2007. « Stratégie géopolitiques, dynamiques géoéconomiques et migrations caribéennes : des aires d'influences aux réseaux ». P. 261-281 in *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Carrefours Les Dossiers, Eric Lambourdière, dir. Paris : Ellipses.
- Bachelet, P. 2007. "The Bush Team Says Assistance to Latin America Doubled. Critics Say It Didn't". *The Miami Herald*, 5 avril 2007, p.1. Cité par Vincent Doire, « Bilan de la politique étrangère des Etats-Unis en Amérique latine sous Georges W. Bush », *Centre d'Etudes interaméricaines*, Québec, septembre 2007.
- Begot, M. 2001. « La région caraïbe : trois échelles de lecture ». P. 98-116 in *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, L.R. Abenon *et al.*, dir. Paris : Hachette.
- _____, P. BULEON *et al.* 2001. *Emergences caraïbes*, Eléments de géographie politique, Arec. Paris : L'Harmattan.
- Benítez Rojo, A. 2010. *La isla que se repite*. San Juan: Editorial Plaza Mayor, IMC.
- Benjamin-Labarthe, E. et E. Dubesset, dir. 2010. *Emancipations caribéennes. Histoire, mémoire, enjeux géoéconomiques et géopolitiques*. Paris : L'Harmattan.
- Bosch, J. 1970. *De Cristobal Colón a Fidel Castro. El Caribe, frontera imperial*. La Habana: 1^{re} Edición, Editorial de Ciencias Sociales.
- _____. 1968. *El pentagonismo. Substituto del imperialismo*. Siglo Veintiuno Editores.
- Buleon, P. et M. Begot. 2006. « Nord et Sud entremêlés » *TDC, La Caraïbe*.
- Calmont, A. 2001. « Flux et polarisation dans le Bassin caribéen ». In *Relire*

- l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Abenon L.R. et Als. Paris : Hachette.
- Carrouel, L. 2007. *Géographie de la mondialisation*. Paris : Armand Colin.
- _____, D. Collet et al. 2007. *Les Amériques*. Ed. Bréal.
- Colussi, M. 2005. « L'ALBA : une alternative réelle pour l'Amérique latine », (www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=2882).
- Cruse, R. 2011. « Introduction à la Caraïbe perçue ». In *Caribbean Atlas*, Cruse & Rhiney, eds. <http://www.atlas-caraibe.fr/thematiques/qu-est-ce-que-la-caraibe/introduction-a-la-caraibe-percue.html>.
- _____. 2011. *Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Crusol, J. 2007. « Les îles face aux enjeux du XXI^{ème} siècle : statuts politiques, modernisation et capacité d'affronter la globalisation ». P. 87-137 in *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, dans E. Lambourdière, dir. Paris : Ellipses.
- Davidas, L. et C. Lereat, dir. 2008. *Quels modèles pour la Caraïbe ?* Paris : L'Harmattan.
- Deleuze, G. et F. Guattari. 1980. *Capitalisme et schizophrénie 2: Mille plateaux*. Paris : Collection « critique », Les Editions de Minuit.
- Deleuze, G. et F. Guattari. 1976. *Rhizome* Paris : Les Editions de Minuit.
- Deprest, F. 2002. « L'invention géographique de la Méditerranée : éléments de réflexion ». *Hérodote* 1:73-92.
- Domenach, H. 2002. « L'évolution au XX^e siècle du système démographique et migratoire caribéen ». *Diasporas Caribéennes* 1237.
- _____. 1986. « Les migrations intra-caribéennes ». *Revue européenne de migrations internationales* 2(2).
- Dubesset, E. 2013. « Réformes à Cuba: la persistance dans le changement ». *Diplomatie Magazine, Affaires stratégiques et relations internationales*, 64, septembre-octobre 2013, p. 22-25.
- _____. 2012a. « El resurgimiento del populismo en el Caribe hispano: Una aproximación a los paradigmas uribista y chavista ». P. 185-198 in *El populismo en Latinoamérica. Teorías, historia y valores*, dans E. Dubesset et L. Majlátoová, dir. Pessac : Presses Universitaires de Bordeaux.
- _____. 2012 b. « La dynamique géopolitique des migrations caribéennes (XVI-XX^e) ». P. 349-366 in *La mer Caraïbe, espace de migrations*, dans M. Dalmace, dir., Collection de la Maison des Pays ibériques, Série Amériques, Presses Universitaires de Bordeaux.
- _____. 2011. « Démesure et mesure du Mexique dans la Caraïbe ». P. 39-52 in *La Caraïbe dans la mondialisation: Quelles dynamiques régionalistes ?*, dans E. Dubesset et R. Lucas, dir. Paris : L'Harmattan.
- _____ et R. Lucas, dir. 2011. *La Caraïbe dans la mondialisation: Quelles dynamiques régionalistes ?* Paris : L'Harmattan.

- _____. 2010. « Le pétrole vénézuélien comme levier d'émancipation géopolitique ». P. 295-308 in *Emancipations caribéennes. Histoire, mémoire, enjeux géoéconomiques et géopolitiques*, dans E. Benjamin-Labarthe et E. Dubesset, dir. Paris : L'Harmattan.
- _____. 2009. «La reciente invención del Caribe nicaragüense» *Aguaita*, Revista del Observatorio del Caribe colombiano 19-20:21-30.
- _____. 2008a. « La Caraïbe, complexité d'un espace cinétique en partage ». *Cultures Sud*, Caraïbes : un monde à partager, 168:32-43.
- _____. 2008b. « Du Consensus à la confusion de Washington. Les résistances hispano-caribéennes au *modus operandi* de l'hyperpuissance ». P. 213-228 in *Quels modèles pour la Caraïbe ?*, dans L. Davidas et C. Lerat, dir. Paris : L'Harmattan.
- _____. 2008c. « L'hégémonie états-unienne à l'épreuve du néolibéralisme vénézuélien ». P. 40-58 in *Annuaire Français de Relations Internationales*. Paris : La Documentation française.
- _____. 2003. « L'Europe et le processus d'intégration de l'archipel caraïbe (XVII-XX^e) ». P. 199-215 in *Le monde caraïbe, échanges transatlantiques et horizons postcoloniaux*, dans C. Lerat, dir. Pessac : MSHA.
- Esther Ceceña, A. 2003. « América Latina en la geopolítica del poder ». P. 19 in *Alternatives Sud : Les dessous de l'Alca* vol. X, n°1. Paris : CETRI-L'Harmattan.
- Gaztambide-Géigel, A. 1996. « La invención del Caribe en el siglo XX: Las definiciones del Caribe como problema histórico y metodológico ». *Revista Mexicana del Caribe*, año 1, p.74-96.
- Giménez, L. 1991. *Caribe y América Latina*. Caracas: Monte Ávila Editores.
- Girvan, N. 2001. *La Grande Caraïbe*, Conférence commémorative pour la fondation John Clifford Sealy, Port d'Espagne, Trinidad et Tobago.
- _____. 1999. « Reinterpréter el Caribe ». *Revista Mexicana del Caribe* 7:6-34.
- Jos, E. 1999. « L'Association des Etats de la Caraïbe : de la fragmentation à l'union pour faire face à la mondialisation ». In *La Caraïbe face au défi de la mondialisation. Marchés et nations dans l'aire Caraïbe/Amérique*, dans E. Jos et D. Perrot, dir. Cahiers du CEDIN. Paris : Montchrestien.
- Lamore, J. 2011. « Du « creuset » de José Martí à l'identité-relation de Glissant et Chamoiseau : un même combat identitaire pour la Caraïbe ». P. 247-258 in *La Caraïbe dans la mondialisation : Quelles dynamiques régionalistes ?*, dans E. Dubesset et R. Lucas, dir. Paris : L'Harmattan.
- Lara, O.D. 2000. *Breve historia del Caribe*. Caracas: El libro menor, Academia Nacional de la Historia.
- _____. 1993. « Dans l'œil des cyclones ». *La galaxie caraïbe*, CNDP, Textes et documents pour la classe, 657:4-12.
- Le Masne, C. 2010. « Les dynamiques spatiales sur la façade caraïbe de l'Amérique centrale : pouvoirs et formation des territoires dans un espace de marge ». Thèse de Doctorat de Géographie, Université Paris Diderot

- (Paris 7).
- Leriche, F. 2006. «Face à la puissance américaine». *TDC, La Caraïbe* 920:25.
- Levy, J. et M. Lussaut, dir. 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 1032 p.
- Lucas, R. 2011. « Mythes et limites de la mer dans la littérature de la Caraïbe ». P. 205-226 in *La Caraïbe : enjeux et limites des dynamiques régionalistes*, dans E. Dubesset et R. Lucas, dir. Paris : L'Harmattan.
- Múnera, A. 1996. « El Caribe colombiano en la república andina: Identidad y autonomía política en el siglo XIX ». *Caribbean Studies* 29(2):213-237.
- Musset, A., dir. 2007. *Géopolitiques des Amériques*. Paris: Nathan.
- Nigel Bolland, O. 2004. *The Birth of Caribbean Civilisation. A Century of Ideas about Culture and Identity, Nation and Society*. Kingston: Ian Randle Publishers.
- Pérez Concepción, H. 2004. « Introducción al Caribe ». En *Pensar el Caribe*. Santiago de Cuba: Editorial Oriente.
- Pierre-Charles, G. 1981. *El Caribe a la hora de Cuba*. La Habana: Casa de las Américas.
- Prevost, G. 2011. «La administración Obama y Cuba: De vuelta a la administración Clinton». P. 133-158 in *Cuba, Estados Unidos y América Latina frente a los desafíos hemisféricos*, dans Luis Fernando Ayerbe, coord. Barcelona: Icaria Editorial.
- Rodríguez Ramos, R. et J. Pagán Jiménez. 2006. «Interacciones multivectoriales en el circum-caribe precolonial: Un vistazo desde las Antillas». *Caribbean Studies* 34(2):99-139.
- Rosiere, S. 2007. « Comprendre l'espace politique », *Nouveaux enjeux, nouvelles approches. L'espace politique*, n°1, 01/207, p. 5-36.
- Sainton, J.P. 2004. *Histoire et civilisation de la Caraïbe (Guadeloupe, Martinique, Petites Antilles)*, Tome 1, Le Temps des Genèses des origines à 1685, Maisonneuve & Larose.
- Sartori, G. 2001. « La sociedad multiétnica. Pluralismo, multiculturalismo y extranjeros». Madrid: Ed. Taurus.
- Serbin, A. 1996. *El ocaso de las islas. El Gran Caribe frente a los desafíos globales y regionales*. Caracas: Editorial Nueva Sociedad.
- Siroën, J-M. 2000. « L'unilatéralisme des Etats-Unis ». *Annuaire Français de Relations Internationales* 1.
- Thayer Mahan, A. 1900. *The Influence of Sea Power upon History*. Boston: Little, Brown and Company.
- Thomas-Hope, E. 2002. *Caribbean Migration*. Kingston: University of the West Indies Press.
- Williams, E. 1975. *De Christophe Colomb à Fidel Castro, l'Histoire des Caraïbes, 1492-1969*, Présence africaine.
- Wood, Y. 2011. *Islas del Caribe: Naturaleza-arte-sociedad*. La Habana: Ed. UH.